

# Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires



**TRUMP**

« Notre ami voyou »

**L'argent**

La seule vraie religion

**Le retour du  
Rhino**

**Réflexions  
d'ex-parlementaires  
sur des crises de  
réfugiés antérieures**

# Réception à Mississauga

Harrison Lowman, photo : Sumeeta Kohli et Susan Simms

Le mercredi 10 février, la mairesse Bonnie Crombie a accueilli l'ACEP à l'hôtel de ville de Mississauga. Les participants ont écouté les discours de la mairesse, du vice-président de l'Association ontarienne des ex-parlementaires, de M. David Warner et de l'honorable Andy Mitchell, membre de l'ACEP.



Participants à la réception de Mississauga.



La mairesse Bonnie Crombie accueille l'ACEP et l'Association ontarienne des ex-parlementaires à Mississauga.



L'honorable Andy Mitchell, président de l'ACEP, à l'hôtel de ville de Mississauga.



Les honorables Gurbax Malhi et Andy Mitchell, la mairesse Bonnie Crombie, MM. John Nunziata et Terence Young.



La mairesse Bonnie Crombie en compagnie de l'honorable Jean Augustine.



M. Geoff Scott et la mairesse Crombie.



Mme Dorothy Price, la mairesse Crombie et l'honorable Vin Kochhar.

# Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

Volume 12, Numéro 2

Printemps 2016

## TABLE DES MATIÈRES

		L'apathie des jeunes électeurs Scott Hitchcox Photo : Kyle McCachen	22
Réception régionale à Mississauga Harrison Lowman Photo : Sumeeta Kohli et Susan Simms	2		
Des nouvelles de l'ACEP	4	Tout premier Prix international de lutte contre la corruption décerné à un parlementaire Yéménite Scott Hitchcox	25
Sous le regard du président L'hon. Andy Mitchell	5	Mission d'observation d'élection en Haïti Hayley Chazan	26
Pourquoi joindre l'Association canadienne des ex-parlementaires? Scott Hitchcox	6	La seule vraie religion L'hon. John Reid	30
Dîner annuel de l'Association des ex-députés de l'Assemblée législative de la Colombie Britannique L'Hon. David Anderson, Photo : Rob Lee	7	Il me semble Dorothy Dobbie	32
Le Programme de stage parlementaire ouvre la porte à de remarquables carrières Harrison Lowman	8	Forum des enseignantes et des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne Harrison Lowman	33
Rencontre des associations nationales et provinciales Harrison Lowman	11	Nouvelles des anciens Hayley Chazan, Scott Hitchcox et Harrison Lowman	34
Le retour du Rhino Harrison Lowman	12	Sur les étagères : Tambora : preuve des change- ments climatiques soudains L'hon. Peter Adams	38
Nomination du nouveau poète officiel Scott Hitchcox	15	Sur les étagères : Découvrir le rêve de Champlain L'hon. Andy Mitchell	39
Honorer ceux qui ont servi Scott Hitchcox, Photos : Direction nationale de la Légion royale canadienne, Direction nationale	16	Sur les étagères : Sir John's Table Hayley Chazan	40
Le retour des anciens Hayley Chazan	18	Nous ont quittés Hayley Chazan	41
Réflexions d'ex-parlementaires sur des crises de réfugiés antérieures Hayley Chazan	20	Mettre fin aux atrocités en Chine L'hon. David Kilgour	44
		Geoff @ 30 : La tour infernale de Trump Geoff Scott	46



*Greg Peters, huissier du bâton noir.  
Photo de la page couverture : Denis Drever.*

**Rédactrice en chef**  
Dorothy Dobbie

**Rédacteur en chef adjoint**  
Geoff Scott

**Rédacteur adjoint**  
Harrison Lowman

**Stagiaires à la rédaction**  
Hayley Chazan et Scott Hitchcox

**Comité de rédaction**  
Dorothy Dobbie, l'hon. Betty Kennedy,  
Derrek Konrad, Keith Penner,  
l'hon. John Reid et Geoff Scott

**Comité de rédaction émérite**  
L'hon. Jim Fleming et Claudy Lynch

**Collaborateurs**  
L'hon. Peter Adams, l'hon. David Anderson, Jean-Pierre Blackburn, Dorothy Dobbie, Sumeeta Kahli, l'hon. David Kilgour, Rob Lee, Judy Wasylycia Leis, Kyle McCachen, l'hon. Andy Mitchell, l'hon. John Reid, Geoff Scott, Richard Stanton, Susan Simms et Manon Voyer

**Adjoints à la production**  
Céline Brazeau Fraser,  
Karl Thomsen, Jennifer Nehme et  
Susan Simms

**ISSN**  
1920-8561

**Notre mission**  
*Suite à la Colline*, une revue pour les ex-parlementaires, est conçue de façon à faire participer ses lecteurs, à les informer et à les tenir au courant des activités des autres lecteurs, de leur Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de *Suite à la Colline* vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions. C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6. Téléphone : 1 888-567-4764, télécopieur : 613-947-1764, courriel : [exparl@parl.gc.ca](mailto:exparl@parl.gc.ca). Site Web : [www.exparl.ca](http://www.exparl.ca).

## Merci

Monsieur,

Nous vous remercions chaleureusement de nous avoir fait parvenir les deux DVD, les extraits du hansard et des exemplaires du livret du service commémoratif de 2015. Ce sont de magnifiques articles souvenirs que nous garderons précieusement.

Merci de votre gentillesse.

Cordialement,  
**Sally Stanbury Day (Richard Stanbury)**

## Des Nouvelles De L'ACEP

Contrairement à notre habitude, ce numéro de *Suite à la Colline* ne comprend pas la rubrique « Rapport du directeur exécutif ». En effet, M. Jack Silverstone est parti à la retraite, et nous annoncerons son successeur en avril 2016.

En mars, le conseil d'administration de l'ACEP s'est réuni et a choisi quatre nouveaux membres :

- M. Julian Fantino, ancien député conservateur
- M. Russ Hiebert, ancien député conservateur

- Mme Sadia Groguhé, ancienne députée néo-démocrate

- M. John Williamson, ancien député conservateur

Le conseil d'administration a également nommé deux autres membres au conseil d'administration de la Fondation pour l'éducation :

- Mme Lois Brown, ancienne députée conservatrice

- Mme Rosane Doré Lefebvre, ancienne députée néo-démocrate

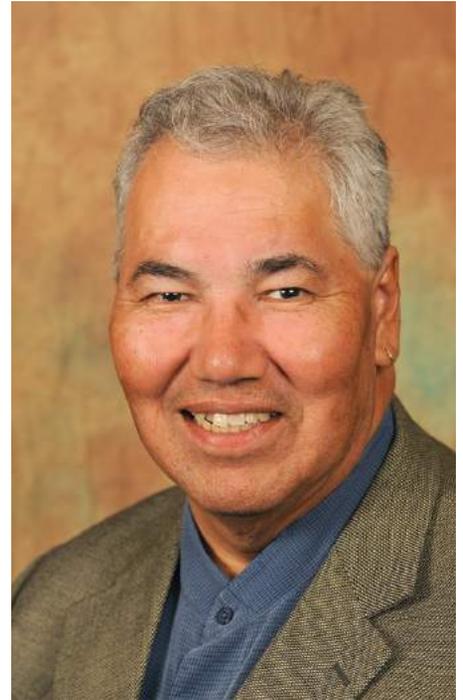
À inscrire dans votre agenda : L'Assemblée générale annuelle se déroulera à Ottawa les 29 et 30 mai cette année. Le second jour, on dévoilera les plaques consacrées à la 41e législature.

• • •

En mars, le premier ministre Trudeau a nommé sept sénateurs, les premières nominations à la Chambre haute depuis 2013 :

- M. Peter Harder, cadre supérieur de la fonction publique et conseiller de renom à la retraite, qui officiera à titre de leader du gouvernement libéral au Sénat (Ontario).

- Mme Raymonde Gagné, ancienne



*L'ancien juge Murray Sinclair a été nommé sénateur par le premier ministre Justin Trudeau. Photo : Fred Cattroll.*

présidente de l'Université de Saint-Boniface (Manitoba).

- Mme Frances Lankin, ministre de l'ancien gouvernement néo-démocrate de l'Ontario et spécialiste en sécurité nationale (Ontario).

- Mme Ratna Omidvar, spécialiste en migration et en diversité, directrice générale du programme Global Diversity Exchange de l'Université Ryerson (Ontario).

- Mme Chantal Petitclerc, championne paralympique de course en fauteuil roulant et chef de mission d'Équipe Canada aux Jeux paralympiques de Rio (Québec).

- M. André Pratte, éditorialiste primé de *La Presse* et homme de réflexion aux idées fédéralistes (Québec).

- M. Murray Sinclair, juge du Manitoba à la retraite et ancien président de la Commission de vérité et réconciliation sur les pensionnats (Manitoba).

## Erratum

Dans le numéro précédent :

- à la p. 47, nous avons indiqué que le chroniqueur Geoff Scott a été député de 1978 à 1988. Dans les faits, il a siégé au Parlement à partir de 1978 jusqu'en 1993. Nous nous excusons de l'erreur.



*L'hon. Andy Mitchell*

# Sous le regard du président

Je désire commencer mon rapport en faisant mes adieux à notre directeur exécutif Jack Silverstone, qui, après des années de travail énergique, a quitté ce poste à la fin de 2015. Jack a rendu de précieux services à l'Association pendant cinq ans; nous le remercions pour son dévouement et son leadership et lui souhaitons bien du bonheur dans ses prochaines activités. J'espère que le nouveau directeur exécutif sera en poste en avril prochain.

## **Un regard sur 2015**

L'année dernière fut une année valorisante pour l'ACEP. Nous avons lancé nos Réceptions régionales dans tout le pays, ce qui nous a donné l'occasion de rencontrer des membres de Vancouver, Toronto, Halifax et Montréal et d'avoir avec eux des conversations animées dans une atmosphère très conviviale. Cette activité se poursuivra en 2016 et nous prévoyons nous allier à des associations d'anciens parlementaires provinciaux, car nous aimons échanger sur nos expériences respectives.

Notre AGA de 2015 a compté une journée supplémentaire consacrée à un débat sur les orientations en partenariat avec la Bibliothèque du Parlement. Lors de notre souper de la Fondation pour l'éducation, nous avons écouté attentivement la conférence de l'éminent journaliste politique Steve Paikin et avons rendu hommage à l'ancien sergent d'armes Kevin Vickers pour ses valeureuses actions.

Lors de notre réunion régionale à Muskoka, nos membres ont eu la chance de découvrir la connexion norvégienne de l'aéroport de Muskoka, l'importance économique du secteur de la navigation de plaisance et la vie d'un citoyen natif de Gravenhurst, le Dr Norman Bethune.

En novembre, j'ai eu l'honneur de représenter l'Association et de déposer une couronne de fleurs au pied du Monument commémoratif de guerre lors de la cérémonie très émouvante du jour du Souvenir. C'est extrêmement impressionnant de voir les milliers de Canadiens rassemblés le long des trottoirs pour rendre hommage à ceux qui sont allés au combat pour leur pays.

## **Un mot à nos nouveaux membres**

Après les élections, l'Association est toujours heureuse d'accueillir de nouveaux membres de partout au pays et de leur expliquer ce qu'est la vie après l'engagement politique. L'ACEP leur présente des outils pour qu'ils continuent à contribuer à la vie publique du Canada, qu'il s'agisse de participer à notre programme Du Parlement au campus, ou de conseiller les stagiaires parlementaires pendant nos tables rondes annuelles. Quelle belle occasion pour d'anciens parlementaires de rester en contact avec leurs collègues du Sénat et de la Chambre des communes dans un cadre que j'aime qualifier de « postpartisan »!

## **Le regard vers l'avenir**

N'oubliez pas d'inscrire à votre agenda les dates du 29 et du 30 mai, dates auxquelles se tiendra notre AGA 2016. Notre souper de la Fondation pour l'éducation, quant à lui, aura lieu en avril. Et enfin, nous prévoyons tenir notre réunion régionale à Halifax, cette année.

Merci encore à tous nos membres pour leur appui et leur encouragement indéfectibles.

**Le président,  
L'honorable Andy Mitchell.**



# Pourquoi rejoindre l'Association canadienne des ex-parlementaires?

Scott Hitchcox

« Le plus grand avantage de se joindre à l'ACEP tient à l'esprit de camaraderie entre les ex-parlementaires, affirme l'ancienne députée conservatrice, Mme Dorothy Dobbie. Il n'y a plus d'esprit partisan. Nous travaillons de concert et discutons de notre expérience. »

**L**a campagne électorale, les publicités politiques et les débats à dates fixes maintenant loin derrière, le travail ne fait que commencer pour bien des gens sur la Colline du Parlement. Parmi les tâches à accomplir en plein remaniement des sièges, il faut atteindre un objectif établi et réaffirmé avec force à l'assemblée générale annuelle, soit la hausse du nombre de membres de l'ACEP.

## Voyage d'études

Les anciens sénateurs et députés peuvent adhérer à l'Association canadienne des ex-parlementaires sans égard à la durée de leur mandat, à leur renommée ni à leur affiliation politique. Après les élections, l'ACEP invite par écrit tous les députés sortants à rejoindre ses rangs, l'adhésion étant gratuite pour le reste de l'exercice financier.

L'adhésion offre de nombreux avantages concrets aux cotisants, notamment la possibilité de participer à des voyages d'études à l'étranger et à des projets de formation au Canada, des invitations à des activités d'envergure comme le dîner-bénéfice annuel Douglas C. Frith et l'accès aux coordonnées de nombreux membres de l'ACEP. De l'avis du président Andy Mitchell, il s'agit d'une chance inouïe.

## Contributions à la vie publique

« Bon nombre de membres souhaitent notamment continuer à contribuer à la vie publique au pays. L'ACEP le leur permet, affirme M. Mitchell. En outre, elle sert d'espace d'échanges entre anciens collègues et de moyen de

perpétuer les collaborations et les amitiés. »

Pour ces raisons, l'ACEP a communiqué avec tous les candidats dans le but de grossir ses rangs.

D'après M. Mitchell, si elle compte plus de membres, l'association sera mieux en mesure d'honorer son mandat, qui consiste à promouvoir les pratiques démocratiques tant au Canada, par l'entremise de son programme de mentorat parlementaire et le programme de formation « Du Parlement au campus », qu'à l'étranger, grâce aux voyages d'études mentionnés et aux missions d'observation d'élections.

En outre, un nombre supérieur de membres alimente un réseau élargi de ressources et d'expériences possiblement utiles à toute l'association. Au fur et à mesure qu'elle accueille de nouveaux membres de divers horizons et d'expériences diverses, l'ACEP enrichit sa programmation.

## Sang neuf bienvenu

Le recrutement d'un nouveau groupe d'ex-députés appelle de nouvelles stratégies. En effet, la dernière génération de membres potentiels se compose, en moyenne, de parlementaires parmi les plus jeunes et les plus grands utilisateurs de technologies qu'auparavant. L'ACEP cherche à s'ajuster en conséquence pour mieux répondre aux besoins des nouveaux venus, tout en continuant à servir les autres membres.

## Présence plus forte sur les médias sociaux

Le président Mitchell a fait savoir

que la hausse de la présence et des communications en ligne de l'ACEP grâce aux médias sociaux et à d'autres outils en ligne figure au premier plan de ces stratégies d'adaptation de l'association. Au-delà de la volonté d'attirer des recrues avec des moyens qui leur sont familiers, l'ACEP s'adaptera de plus en plus aux besoins en constante évolution et les horaires chargés des anciens députés, d'insister le président.

« De nombreux ex-parlementaires entament leur deuxième ou troisième carrière après leur passage au Parlement, ajoute-t-il. Le conseil d'administration en est bien conscient, et l'ACEP doit pouvoir structurer un programme de manière à respecter leurs contraintes de temps. »

## Rayonnement

Hésitant à avancer un objectif précis, le président Mitchell assure que l'ACEP s'adresse à toutes les personnes admissibles à l'adhésion sur autant de plateformes que possible afin de faire croître le nombre de ses cotisants. Il se dit toutefois très optimiste.

« L'ACEP est très fière de ses travaux et de ses objectifs et souhaite être en mesure de rejoindre le plus grand nombre de membres », conclut M. Mitchell.

« Je suis emballé par tous les membres, ceux qui ont occupé une charge publique il y a des dizaines d'années tout comme ceux qui viennent de terminer leur mandat. L'ACEP fait en sorte qu'elle puisse répondre aux besoins de tous, notamment ceux qui se sont joints à la fin de 2015. »

# Dîner annuel de l'Association des ex-députés à l'Assemblée législative de la Colombie Britannique

L'hon. David Anderson, photo : Rob Lee



*Légende de photo (de g. à d.) : Mme Ida Chong, M. Paul McKivett, Mme Alynn McKivett et l'hon. David Anderson en pleine discussion.*

À la fin de septembre, j'ai eu le bonheur de représenter l'ACEP au dîner annuel de l'Association des ex-députés à l'Assemblée législative de la Colombie Britannique. C'est la lieutenant-gouverneure, l'honorable Judith Guichon, qui a organisé le dîner à l'Hôtel du gouvernement à Victoria, dont le personnel a redoublé d'efforts, servant un magnifique repas.

Le dîner n'était pas réservé aux ex-députés provinciaux. À l'exemple des années précédentes, d'anciens membres de la Tribune de la presse y assistaient également, le redoutable Jim Hume et Brian Kieran en tête. Les anciens hauts fonctionnaires de l'Assemblée législative étaient, eux aussi, présents en grand nombre, tandis que des amis et des sympathisants se sont déplacés de Vancouver, de l'Intérieur et même de la région de Kootenay et du nord de la province.

C'est avec grand plaisir que j'ai écouté

celle qui a prononcé le discours d'honneur, l'honorable Pat Carney, députée pendant huit ans, ministre du Commerce international dans le gouvernement de Mulroney, puis sénatrice de la Colombie Britannique pendant 18 ans.

Mme Carney a abordé un sujet qui interpellait chacun des anciens sénateurs, députés fédéraux et députés provinciaux : une fois qu'une personne est élue ou nommée et qu'elle termine son mandat, aussi long soit-il, la population ne l'autorise pas à se retirer complètement. On sollicite sans cesse les ex-parlementaires de diriger des campagnes de charité, de tenir des conférences sur le gouvernement et la politique dans les écoles et les universités ou encore de commenter l'actualité sur les tribunes radiophoniques et télévisées. On leur demande même de prêter main forte à des travaux réalisés dans leur bureau de circonscription, par exemple pour la délivrance rapide de passeports. L'ancienne

sénatrice Carney a conclu en posant une question déconcertante : si les politiciens font aussi piètre figure dans les sondages que les firmes le prétendent, pourquoi leurs concitoyens les sollicitent-ils autant par tous ces moyens? Le discours a donné lieu à de vives discussions et à des théories intéressantes, mais à aucune conclusion absolue.

Le discours de la sénatrice Carney a manifestement touché une corde sensible, car d'anciens députés provinciaux ont ensuite fait part de leur propre expérience après la fin de leur mandat. En effet, nous recevons quantité de demandes étranges de nos anciens électeurs. Une partie considérable de l'électorat semble croire que nous avons davantage de poids au terme de notre mandat! L'hon. David Anderson a été député libéral d'Esquimalt-Saanich de 1968 à 1972, puis de Victoria de 1993 à 2006. Il a également exercé les fonctions de député libéral de Victoria à l'Assemblée législative de la Colombie Britannique de 1972 à 1975.

# Le Programme de stage parlementaire ouvre la porte à de remarquables carrières

Un ancien réfugié qui a été stagiaire parlementaire est maintenant secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

Harrison Lowman



Arif Virani se tient devant l'entrée de High Park, dans sa circonscription de Parkdale-High Park. Courtoisie du bureau d'Arif Virani.

Vers la fin de 2015, après le marathon de la campagne électorale, près de 200 nouveaux députés ont convergé vers la Colline du Parlement. Dans ce groupe, il y en avait quelques uns qui avaient déjà eu l'occasion de franchir les portes de bois verni de l'édifice du Centre.

Le tout nouveau député de Parkdale-High Park, Arif Virani, avait ouvert ces majestueuses portes 21 ans auparavant, à titre d'étudiant en science politique et en histoire à l'Université McGill. Le 15 octobre, M. Virani devenait le deuxième stagiaire parlementaire en 47 ans d'existence du programme de stage parlementaire à être élu à la Chambre des communes. L'ancien réfugié ougandais maintenant secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté réalise ainsi son désir de revoir les lieux où il a as-

sisté à l'édification de l'avenir du pays et d'y participer de près.

## Le Programme de stage parlementaire

C'est le député de Wellington au mandat maintes fois renouvelé, Alf Hales, qui a créé le Programme de stage parlementaire. Pendant ses 17 ans de présence à la Chambre, le simple député conservateur progressiste avait sûrement constaté la faible exposition des jeunes Canadiens aux rouages du gouvernement à l'action derrière ces portes de l'édifice du Centre.

En mars 1969, M. Hales a déposé une motion demandant de créer un stage non partisan sous les auspices du Président, administré par l'Association canadienne de science politique. La motion a reçu l'accord unanime de tous les partis et c'est ainsi qu'est né le premier stage parlementaire.

La naissance fut célébrée en grande pom-



Des Ougandais d'origine asiatique montent à bord d'un vol nolisé d'Air Canada à l'aéroport d'Entebbe, près de Kampala, à l'automne 1972. Photo reproduite avec la permission de NHQ/AC, collection Roger St-Vincent.

pe! L'ancien premier ministre Lester B. Pearson a qualifié l'initiative « d'expérience la plus importante qu'ait connue le Parlement depuis 1867 ».



*Le groupe de stagiaires 2015-2016. Rangée du haut : Francis (Josh) Grehan, Christina Vietinghoff, Étienne Grandmaison, Bryan Heystee. Rangée du bas : Feodor Snagovsky, Madalina Chesoi, Yves Dushimimana, Gabrielle de Billy Brown, Alice Trudelle, Jordan Storożuk. Courtoisie du Programme de stage parlementaire.*

Tous les ans, dix étudiants d'universités canadiennes de tout le pays et de diverses disciplines sont choisis pour participer à ce programme rémunéré de travail-études. Dès le début de ce stage éducatif exceptionnel, les étudiants peuvent choisir les députés au service de qui ils seront affectés, sous réserve que ces députés représentent un parti officiel et ne soient ni membres du Cabinet ni leaders de leur parti. Une partie de leur stage est consacré à travailler pour un député du pouvoir en poste et une autre pour un député dans l'opposition. Dans les bureaux de ces députés, ils exécutent des travaux législatifs et de communications ainsi que d'autres, pour la circonscription. Leurs responsabilités sont variées : rédaction de discours, recherche de témoins, réponse aux questions des électeurs de la circonscription et préparation de communiqués de presse. Comme observateurs objectifs, ils doivent aussi rédiger un mémoire de recherche pendant leurs dix mois de stage.

De plus, bon nombre de stagiaires ont la

chance de visiter des assemblées législatives tant au pays qu'à l'étranger, comme Londres, Bruxelles, Paris, Edinbourg, Washington, Québec et Iqualuit.

« À la fin de leur stage, j'espère qu'ils ont une compréhension complète de l'institution du Parlement et de son rôle en politique comme au gouvernement du Canada », affirme le directeur du Programme, Garth Williams, lui-même stagiaire en 1992-1993. « J'espère aussi qu'ils ont acquis quelques connaissances d'eux-mêmes et de leurs propres valeurs et idées ».

La Fondation pour l'éducation de l'ACEP parraine de façon importante le programme depuis 2005. Tous les ans, des ex-parlementaires prennent le temps de rencontrer la dernière cohorte de stagiaires et d'expliquer comment s'est passé leur travail avec les stagiaires pendant qu'ils siégeaient à la Chambre.

« Chaque année, cette réunion était vraiment remarquable et d'une grande aide aux stagiaires, et au programme lui-même »,

s'exclame M. Williams.

Depuis la fondation du programme, près de 400 étudiants canadiens ont fait leur stage au Parlement. Nombre d'entre eux sont devenus professeurs, fonctionnaires, avocats, journalistes et directeurs d'ONG. Très peu se sont portés candidats à une élection et ont été élus. M. Virani figure parmi ce petit nombre.

#### **Planifier sa vie**

Ougandais d'origine asiatique né dans la capitale de Kampala en 1971, M. Virani est entré dans un monde qui allait rejeter son existence avant même son premier anniversaire.

Plus tôt cette année-là, Idi Amin s'était emparé du pouvoir au moyen d'un coup d'État militaire, et s'était autoproclamé président de la nation africaine une semaine plus tard.

En 1972, Amin amorçait sa « guerre économique », dans le cadre de laquelle il allait commander l'expulsion de 80 000 Asiatiques qui se percevaient comme Ou-

gandais. Le gouvernement ougandais avait la conviction que les Asiatiques de la classe marchande (qui comptaient des hindous, des musulmans et des musulmans ismaéliens) détenaient injustement de vastes fortunes et les emplois, et abandonnaient les « Ougandais noirs » dans la souffrance. Il affirmait que les « vampires d'Asiatiques » « sabotaient l'économie du pays ». On disait qu'Amin était sous l'emprise d'un rêve dans lequel Allah lui avait dit d'expulser les Asiatiques.

La population asiatique avait 90 jours pour quitter le pays. La saisie des biens et des commerces asiatiques par des gens sans aucune expérience de gestion s'est révélée dévastatrice pour l'économie ougandaise. Plusieurs ont fui vers le Royaume-Uni, l'Inde ou dans les pays voisins du Kenya ou du Malawi. Virani, alors âgé de 10 ans seulement, sa petite sœur de quatre ans, Shakufé, et ses parents, Sul et Lou, se sont tournés vers le Canada.

« Sept mille personnes ont été acceptées au Canada à ce moment », raconte M. Virani dans sa description de ce qui, selon lui, était le premier mouvement d'immigration non blanche de grande ampleur. « Et j'étais parmi les 7000! »

La rumeur veut qu'après l'expulsion, Aga Khan, chef de la secte des musulmans ismaéliens, a communiqué avec son ami de longue date, Pierre Trudeau, alors premier ministre, pour lui demander que le Canada ouvre ses portes à son peuple. Quelque temps plus tard, il a été porteur honoraire du cercueil de cet ami.

#### En terrain sûr

La famille Virani est arrivée à Montréal un jour particulièrement froid d'octobre 1972. L'Armée du salut avait équipé le jeune garçon de vêtements chauds pour lui permettre de survivre au vent froid et des femmes du quartier gardaient les enfants à tour de rôle. Peu de temps après, la famille s'est rendue à Toronto pour finalement s'établir à Willowdale.

Grâce à la détermination de ses parents, à des prêts étudiants et à des bourses, le jeune homme a pu étudier à l'Université McGill et acquérir avec mention très honorable un baccalauréat à double spécialisation en histoire et science politique.

Ce fana de politique, comme il se décrit lui-même, s'usait les yeux à chercher des applications pratiques à cette somme d'information qu'il absorbait. Or, un jour, il a aperçu à l'extérieur du département de science politique une affiche qui annonçait le Programme de stage parlementaire.



*La cohorte 1994-1995 des stagiaires parlementaires, lors de leur première journée de travail. En 2005, ils ont célébré le 10<sup>e</sup> anniversaire de leur stage en faisant des retrouvailles à la ferme des parents d'Anoush Terjanian, à Gatineau. Rangée du haut, de gauche à droite : Derrick McNeil, Ann Milovic, Geoff Pearcey, Anoush Terjanian, Arif Virani. Rangée du bas, de gauche à droite : Jacquie Best, Nadine Blouin, Véronique Boudreau, François Jubinville, Kory McDonald et François Houle, alors directeur du Programme de stage parlementaire. Courtoisie d'Anoush Terjanian.*

« Cela m'a semblé un excellent moyen de se faire les dents sur de réelles questions politiques, et de façon pragmatique et pratique », dit-il.

En 1994, après une entrevue exigeante en français, M. Virani se retrouvait parmi les dix Canadiens choisis comme stagiaires. Sa consœur à l'union de débat de McGill, Anoush Terjanian, s'en trouvait aussi et s'est jointe au groupe tissé serré des « petits futés parlementaires », comme ils se dénommaient eux-mêmes. Maintenant âgé de 44 ans, M. Virani qualifie cette année comme l'une des meilleures de sa vie.

#### Susciter l'intérêt

Cette année-là, après le chamboulement d'une élection, le Parlement a accueilli toute une cohorte de nouveaux députés en plus de deux nouveaux partis politiques. M. Virani a eu la chance de travailler auprès du député Osvaldo Nunez du Bloc québécois, qui représentait alors l'Opposition officielle, et du député Paddy Torsney du Parti libéral qui formait le gouvernement.

Dans ces diverses fonctions, il pouvait examiner les questions qui lui tenaient à cœur et s'impliquer dans les efforts du Parlement de mettre en application des peines plus sévères pour les crimes motivés par la haine, et son acceptation des demandes fondées sur le sexe du statut de réfugié au titre de la Convention de Genève.

En repensant à cette année de stage, Mme Terjanian se souvient de M. Virani comme

d'une personne « efficace, efficiente, amicale et amusante ». Le rituel de ce dernier illustre bien son caractère badin autant qu'organisé : chaque matin, il arrachait une page de son calendrier de farces Far Side, on peut imaginer qu'il rigolait un brin, et écrivait au verso sa liste de choses à faire pour la journée.

M. Virani a obtenu son diplôme de droit de l'Université de Toronto en 1998, a contribué à la fondation de la South Asian Legal Clinic of Ontario, a été pendant un an avocat plaideur adjoint dans une poursuite en justice des auteurs du génocide au Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda, et est devenu conseiller juridique à la direction du droit constitutionnel au ministère du procureur général de l'Ontario. Mais après une carrière juridique de 13 ans, M. Virani est retourné à l'appareil gouvernemental qui lui a sauvé la vie, à lui et à sa famille.

Il admet qu'il éprouve le désir de se présenter aux élections depuis l'âge de 17 ans, alors qu'il lisait des articles sur le premier ministre qui avait offert l'asile à sa famille. Pendant son stage, son intérêt a été piqué. En effet, assister aux rouages du gouvernement lui faisait aussi constater à la fois le prestige qui entoure les figures de proue de la politique et le manque de charme qui entoure les simples députés du parti majoritaire.

#### Retour à la Colline

Mme Terjanian est persuadée que le programme intensif d'orientation qu'est le stage donne une longueur d'avance à son ancien confrère par rapport aux autres nouveaux députés, en ce qui a trait à leur apprentissage de la procédure législative.

Le principal intéressé n'en est pas si sûr, même s'il a été le premier du caucus libéral à inscrire une déclaration de député. « Alors peut-être que ça me donne une longueur d'avance, mais pas si grande, car les choses ont changé un peu depuis le temps... c'est plus techno, maintenant », dit-il. « Disons que je suis parti du bon pied, pas au pas de course, mais je ne fais pas du sur place non plus! »

Et maintenant que ce père de deux jeunes garçons est secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, il veut se pencher sur les questions d'égalité, de tolérance et d'inclusion : les qualités mêmes qui ont assuré sa survie comme enfant.

Mais il recevra de l'aide : en 2015, il a été interviewé par la dernière cohorte de stagiaires parlementaire et il devait bientôt

rencontrer le jeune étudiant qui l'a choisi en avril.

« Je n'y suis pas allé avec le dos de la cuillère pour leur montrer combien ce serait intéressant de travailler avec moi. Mais je leur ai dit aussi que je savais de quoi ils étaient capables, que je connais leur qualité comme personne, que je savais ce qu'ils veulent faire et que j'étais au courant de leur calendrier complètement dément », se souvient M. Virani. « Je n'essaierai pas d'en faire le troisième stagiaire à devenir député, mais j'espère qu'ils repartiront avec le sentiment qu'il se fait un volume incroyable de travail et qu'il y a une foule de choses que les gens peuvent offrir dans la fonction publique, que ce soit comme représentant de la population ou comme personne qui aide ce représentant. »

### Que sont devenus nos stagiaires parlementaires?

Un sondage effectué en 2010 a révélé que 42 % des anciens stagiaires parlementaires travaillaient dans le secteur public. De ce nombre, 80 % travaillaient au gouvernement fédéral, notamment comme cadres supérieurs. Près du tiers de ceux qui œuvraient dans la fonction publique fédérale menaient des carrières internationales, certains à titre d'ambassadeurs à l'étranger. Quelques-uns ont été élus comme représentants fédéraux, provinciaux et municipaux, et un autre a été appelé au Sénat. C'est la députée Judy Wasylycia-Leis qui a été la première ex-stagiaire à être élue au Parlement fédéral.

Trente-deux pour cent des répondants travaillaient dans des universités canadiennes et dans divers établissements à l'étranger, notamment Harvard, Oxford, Paris et Berkeley. L'un des anciens stagiaires était un boursier de la fondation Rhodes. D'autres travaillaient pour des instituts de recherches politiques ou des groupes de réflexion, tandis que plusieurs avaient choisi de faire carrière comme journalistes. Des vingt-six pour cent qui travaillaient dans le secteur privé, plus de la moitié œuvraient dans le domaine des affaires. Les autres avaient choisi d'épouser la profession juridique, dont trois au sein de la magistrature.

# Rencontre des associations nationales et provinciales

Harrison Lowman

**A**u début de décembre 2015, à Québec, M. Marcel R. Tremblay, ancien député progressiste-conservateur et représentant de l'ACEP, a participé à la rencontre semestrielle où les ex-députés de l'Ontario, du Manitoba et du Québec étaient invités. Tous se sont réunis dans la capitale de « la belle province » pour des discussions animées et une bonne dose de rires.



Photo : Manon Voyer.

#### À gauche :

- Mme Linda Asper, présidente sortante de l'Association des ex-députés de l'Assemblée législative du Manitoba.
- Mme Carole Thériège, présidente sortante de l'Amicale des anciens parlementaires du Québec (l'Amicale).
- M. Steve Gilchrist, président de l'Association ontarienne des ex-parlementaires.
- M. Michel Tremblay, membre du conseil d'administration de l'Amicale.
- M. Marcel R. Tremblay, représentant de l'Association canadienne des ex-parlementaires.
- M. Janvier Grondin, membre du

conseil d'administration de l'Amicale.

#### À droite :

- Mme Manon Voyer, secrétaire de l'Amicale.
- M. Michel Morin, secrétaire-trésorier de l'Amicale.
- Mme Rita Dionne-Marsolais, membre du conseil d'administration de l'Amicale.
- Mme Karen Leibovici, présidente de l'Association des anciens parlementaires de l'Assemblée législative de l'Alberta.
- M. Gilles Morin, membre du conseil d'administration de l'Association ontarienne des ex-parlementaires.

# Le retour du Rhino

## Le Parti Rhinocéros se dresse les oreilles lors des élections fédérales de 2015

Harrison Lowman

La longévité type d'un rhinocéros sauvage est d'environ 35 ans. À l'aube de sa quatrième décennie, cet animal, autrefois si noble, voit ses yeux de marbre s'enfoncer, sa peau de cuir si résistante se sillonner de centaines de rides, et sa corne accumuler poussière et terre. Il chemine lentement mais sûrement vers l'oubli.

Mais il n'en est rien pour le parti politique satirique fédéral qui emprunte le nom du mammifère cornu. En 2016, le Parti Rhinocéros célèbre son 53<sup>e</sup> anniversaire et fonce à vive allure!

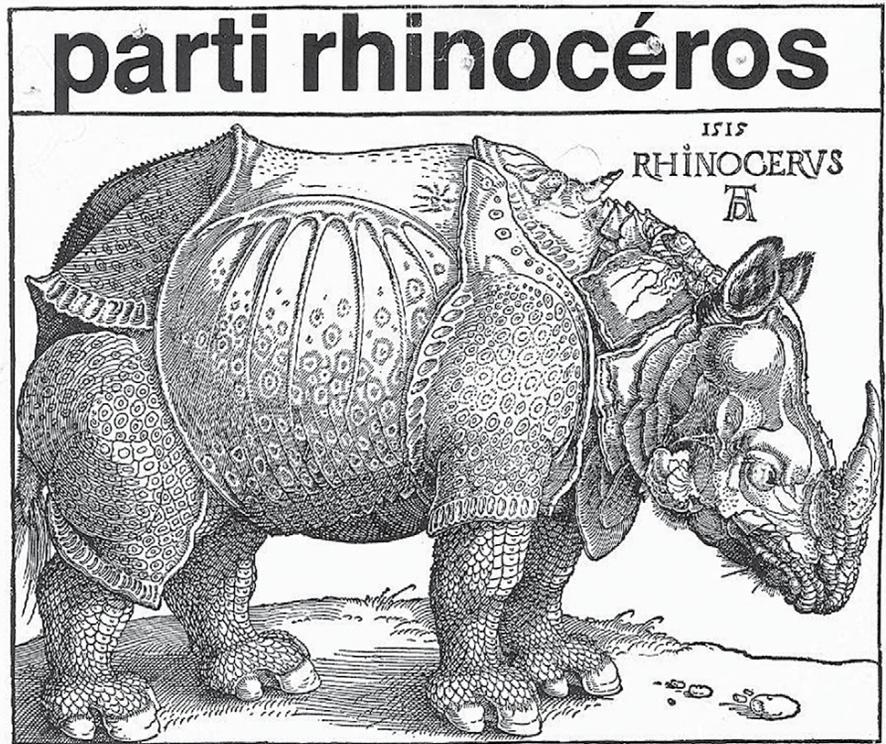
Après avoir perdu son statut de parti enregistré en 1993 et s'être accordé une période d'introspection entre les campagnes électorales, les Rhinos ont présenté 27 candidats dans cinq provinces, dont quatre en Alberta au moment de la récente élection fédérale. Cela leur a valu 7 349 votes, c'est-à-dire 3 530 de plus qu'en 2011; ils avaient d'ailleurs 13 candidats de plus qu'en 2011.

Ce qui a déjà été un groupe inégal d'humoristes, d'artistes de cirque, d'artistes et de musiciens québécois, est maintenant un mouvement moderne en construction sous une nouvelle gouverne. Le parti vise à dépasser ses frontières traditionnellement françaises tout en luttant pour tailler sa place sur une plus vaste cyberscène politique satirique. Mais n'en doutons pas, les clowns sont encore tout sourire.

### Naissance satirique

Tout comme on compte cinq espèces de rhino sur la planète, le Parti Rhinocéros du Canada a pris diverses formes. C'est Jacques Ferron, médecin et écrivain montréalais, qui a conçu le mouvement en 1963, dans un effort de rire d'un gouvernement fédéral qu'il considérait comme de plus en plus puissant. Un groupe d'artistes ont eu tôt fait de le rejoindre et de contester les élections fédérales.

Alors que les ânes et les éléphants sont légion dans l'environnement politique américain, le Canada, lui, n'a que des rhinocéros. À la fin des années 50, plusieurs journalistes brésiliens ont décidé de faire une farce en posant la candidature d'un rhinocéros à une élection municipale de Sao Paulo. Le rhino a gagné et a ainsi symbolisé la protestation contre le système politique du pays. Cette histoire avait retenu l'attention des fonda-



Logo du Parti Rhinocéros. Courtoisie du Parti Rhinocéros.

teurs du parti canadien, qui se sont donné comme premier chef Cornélius Ier, un rhinocéros du zoo de Granby au Québec. Il semblerait que ce rhino ait été le seul candidat du parti à cette première élection en 1965. Il était interdit aux animaux de zoo de présenter leur candidature officielle.

### Les rhinos ne peuvent pas voir plus loin que le bout de leur nez

Les fantaisistes du Québec trouvaient que leur créature incarnait parfaitement la politique canadienne.

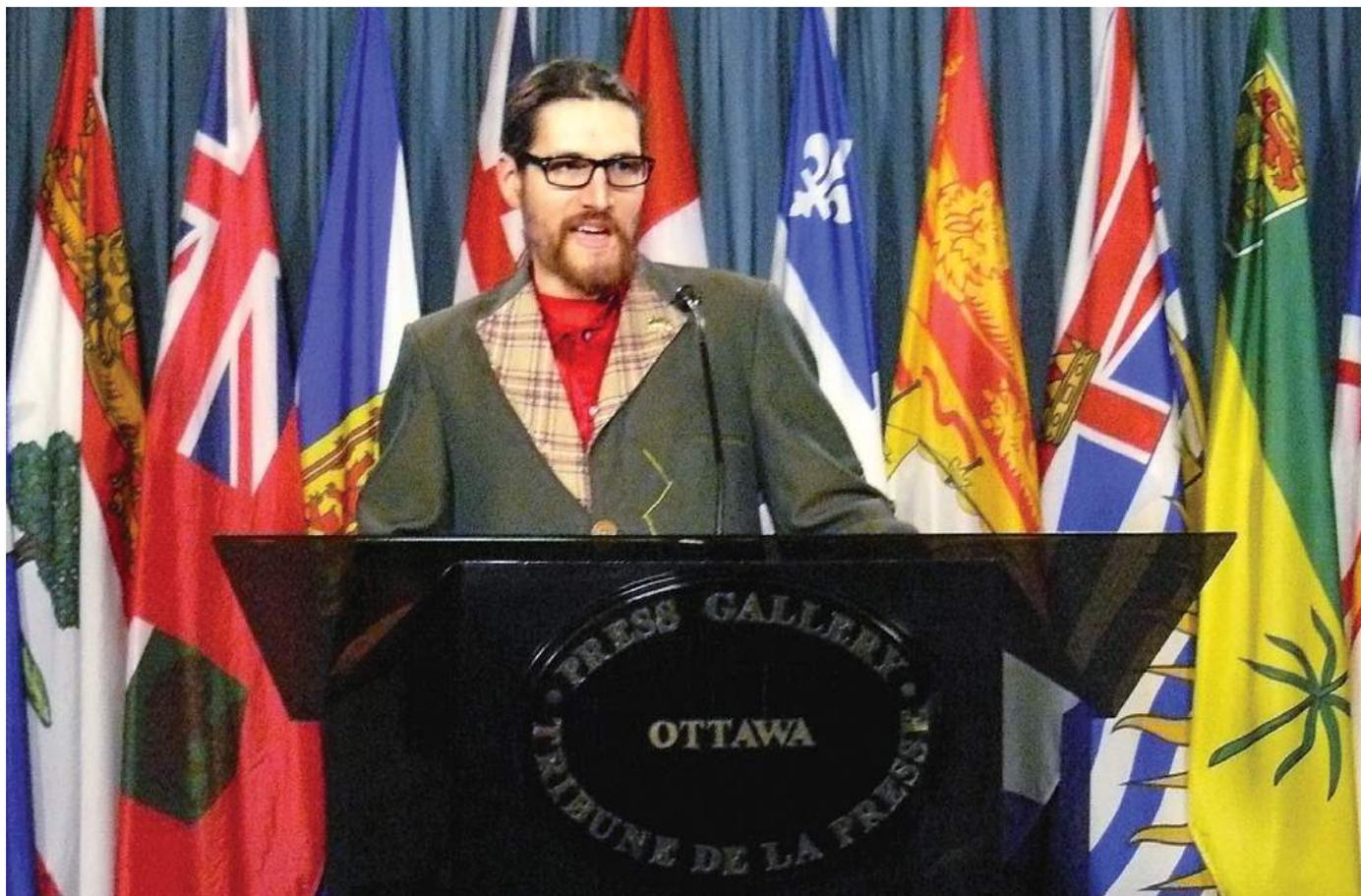
« Il est comme le gouvernement canadien, il ne peut réellement pas bouger rapidement. Il ne fait que bouger lentement, sauf en situation de danger, et alors là, le rhino peut se déplacer vraiment, mais vraiment vite, pendant une courte période », explique Sébastien « CoRhino » Corriveau, le chef actuel du parti. « C'est à cause de sa corne sur le nez. Il ne peut pas voir plus loin que son nez. Et parce qu'il ne voit pas devant, il ne voit que sur les côtés. Alors, il doit tourner à droite

ou à gauche, et parfois il tourne en cercle ».

Le parti a connu ses beaux jours au moment de l'élection fédérale de 1980, où il a présenté 120 candidats et récolté 110 597 votes, soit 1,01 % du vote populaire. Durant la campagne électorale, les Rhinos ont recruté Guy Laliberté, le fondateur du Cirque du Soleil, qui s'est présenté dans la circonscription de Charlevoix. Le futur milliardaire allait même apporter un insigne de rhinocéros avec lui pendant son voyage dans l'espace, en 2009.

Au début des années 90, le parti était éreinté. Les Rhinos se sont abstenus de participer à l'élection de 1993, contestant la constitutionnalité de nouvelles règles qui exigeaient des partis enregistrés de présenter des candidats dans au moins 50 circonscriptions, au coût de 1 000 \$ par candidat. Cette mesure a d'ailleurs aussi nui à d'autres partis secondaires. Élections Canada a rejeté l'abstention du Parti et l'a retiré de la liste des partis politiques enregistrés. Sans statut

« Rire de nous-mêmes et de notre système politique est une composante saine de la démocratie. »



Le chef du Parti Rhinocéros, Sébastien « CoRhino » Côtiveau s'adresse à la tribune de la presse à Ottawa. Courtoisie du Parti Rhinocéros.

officiel, le parti satirique s'est, en pratique, dissous.

### De retour de la jungle

Pendant les dix années suivantes environ, le parti était fragmenté. En 2004, le gouvernement fédéral a adopté une loi selon laquelle un parti n'avait qu'à présenter un candidat dans une élection ou une élection partielle fédérale pour être réputé enregistré. En 2007, après avoir été absent de toute élection fédérale depuis 1988, le parti a récupéré son statut officiel, sous la direction d'un de ses premiers rhinos, François « Yo » Gourd. Une vingtaine de techniciens de studio et le musicien Sébastien Côtiveau se sont joints à M. Gourd et en décembre 2014, M. Côtiveau devenait chef du parti.

La nomination de M. Côtiveau a marqué un changement radical dans la trajectoire du parti. D'abord, il ne veut plus être centré sur le Québec.

« Nous avons décidé lorsque j'ai pris la direction du parti que nous allions le "démon-

tréaliser", dit-il. Nous allons faire du Parti Rhinocéros un parti national dans tout le Canada »

### L'élection fédérale 2015

Dans la poursuite de ce but, pendant la préparation à la dernière élection fédérale, M. Côtiveau est devenu le premier chef Rhino à se lancer dans une tournée nationale. Pendant trois semaines et avec un budget extrêmement serré (« Nous n'avons presque pas d'argent »), il a voyagé de Halifax (« le Far-Est ») à Ottawa (« le Far-Ouest »). Le parti a également présenté des candidats en Alberta et en Saskatchewan.

Aucune course féroce à l'investiture ni vérification interminable des antécédents : ceux qui désirent devenir candidats n'ont qu'à avoir un certain sens de l'humour et à communiquer électroniquement avec M. Côtiveau. C'est ce qu'ont fait plus de 80 personnes avant le scrutin.

Sans avoir à se préparer ardemment à des débats ni avoir à consulter qui que ce

soit sur l'image à véhiculer, les candidats du Rhinocéros ont participé aux débats auxquels ils étaient invités, et à ceux dont ils étaient exclus, ils se sont fait entendre par l'intermédiaire de musiciens.

Aucune séance sur la stratégie à adopter, aucun contrôle du message et aucun groupe de réflexion : les candidats peuvent exprimer leurs idées en toute liberté.

« Ce qui est vraiment important, c'est que les candidats peuvent dire ce qu'ils veulent », affirme M. Côtiveau, lui-même candidat dans la circonscription québécoise de Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques.

Le parti a tout de même présenté une liste de promesses électorales à la population. Au cours de sa cinquantaine d'années d'existence, le programme s'est composé de l'interdiction des armes et du beurre (les deux tuent), de l'abolition de la loi de la gravité, de la promotion de l'éducation supérieure en construisant des écoles plus



*Dans sa magnifique vidéo de campagne, le candidat indépendant de Mission-Matsqui-Fraser Canyon Wyatt Scott se déplace à dos de bernache du Canada.*

hautes, de l'aplanissement des Rocheuses pour permettre aux Albertains d'admirer les couchers de soleil sur le Pacifique et du comptage des Mille-Îles pour vérifier si les Américains n'en auraient pas volé quelques-unes. Cette année, ils ont promis de nationaliser les Tim Horton et de bâtir des glissades d'eau au Parlement.

M. Còrriveau précise que la réalisation de ces promesses facétieuses dépendrait du caractère clownesque de l'heureux élu. Lors de l'une des campagnes électorales de son histoire, le parti a fait « la promesse de ne tenir aucune de ses promesses ».

#### **Phrase-choc et objectif**

Dans le cadre de la résurgence du parti, M. Còrriveau a reçu un accueil plutôt mitigé. Plusieurs citoyens âgés l'ont salué à la porte en riant encore des frasques du passé. Il dit qu'il a généralement reçu des comptes rendus positifs des candidats. Toutefois, certaines attitudes persistent : les travailleurs dans les coulisses, les stratèges et les bénévoles les méprisent. Bon nombre de partisans dévoués sont de toute évidence outrés que le Parti Rhinocéros tourne en dérision, jusqu'à un certain point, le processus politique qu'ils ont passé une bonne partie de leur vie à améliorer.

Ce qu'on ne comprend peut-être pas, c'est que le nouveau Parti Rhinocéros affirme tenter, lui aussi, d'améliorer le processus.

Samara Canada relève dans son rapport le fait que 40 % des Canadiens déclarent n'avoir même pas tenu une seule conversation sur la politique au cours de la dernière

année. Lors de l'élection 2011, seulement 38,8 % des jeunes électeurs admissibles (entre 18 et 24 ans) ont effectivement voté. Statistique Canada n'a pas encore publié ses statistiques sur les élections de 2015.

M. Còrriveau admet ne porter son nez de clown que la moitié du temps. Lorsqu'il n'est pas en train de blaguer, il s'inquiète du fait que sa génération ne se rende pas voter. Le chef du Parti Rhinocéros Party connaît ces tristes statistiques et croit que son parti peut aider à améliorer la situation en offrant aux citoyens désintéressés, par la comédie, des points d'entrée au système politique canadien.

« J'ai comme mission de représenter, en riant de la politique, le premier pas vers la politique auprès de ceux qui ne veulent vraiment rien savoir, qui ne veulent absolument jamais entendre parler de politique. », lance-t-il.

#### **Affluence sur la scène?**

Il n'en demeure pas moins qu'en 2016, le Parti Rhinocéros n'est plus le seul à emprunter la voie comique comme antidépresseur pour les désillusionnés de la politique. De nouveaux joueurs se joignent à lui pour revivifier l'attention des apathiques et plaisantant à la radio comme en ligne (les Anglophones peuvent rigoler à This Hour Has 22 Minutes comme sur BuzzFeed Canada).

Le Parti a même connu la compétition sur son terrain pendant les élections : pendant la campagne, on peut voir dans une vidéo artisanale Wyatt Scott, candidat indépendant dans la circonscription Mission-Matsqui-

Fraser Canyon en Colombie-Britannique, se déplacer à dos de bernache du Canada, transpercer un dragon d'une épée et terrasser un robot tueur à l'aide de ses yeux lasers. Pendant ce temps, dans les Maritimes, Hugh Chisholm a inscrit son chat Early Grey comme candidat aux élections, dans le but de sensibiliser la population au bien-être des animaux. Il avait déjà misé sur le sentiment obsessionnel de tout Internet envers ces petites bêtes en inscrivant ses minets aux élections, ce qui avait entraîné des changements dans les politiques municipales et provinciales à l'égard des chats.

Le Parti Rhinocéros se réjouit que les avancées technologiques leur apportent de la compagnie. Selon lui, une participation improvisée peut être aussi utile qu'une méthode traditionnelle.

« Il y a 40 ou 50 ans, une farce ne pouvait que faire rire l'auditoire du salon. Maintenant, tout le monde peut la voir », remarque M. Còrriveau.

Quant au fait de savoir si cet afflux de blagueurs augmente la pertinence du Parti, déjà âgé de 53 ans, il assure les électeurs que le parti satirique le plus unique du Canada prend simplement son temps pour se remplumer et a bien l'intention de faire son cirque encore longtemps.

« Nous rêvions de former un gouvernement Rhinocéros majoritaire », ironise-t-il. « Nous allons poursuivre nos efforts sans relâche. »

Le rhinocéros canadien n'est pas à la veille de devenir une espèce en voie d'extinction.

# Nomination du nouveau poète officiel

Scott Hitchcox

Le Président du Sénat et le Président de la Chambre des communes sont heureux d'annoncer la nomination de George Elliot Clarke au poste de poète officiel du Parlement du Canada, qui est entré en fonction le 1er janvier 2016.

Ce poste a été créé en 2001 en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada dans le but d'intégrer une profonde admiration de la poésie écrite et de promouvoir la littérature, la langue et la culture dans le processus parlementaire. Le poète officiel a notamment pour fonctions de composer de la poésie (en particulier pour des occasions importantes au Parlement), de parrainer des séances de lecture de poésie et de conseiller la bibliothécaire parlementaire sur la collection de la Bibliothèque dans le domaine de la culture.

« Cette nomination est pour moi comme un cadeau des Fêtes, mais c'est également une transcendante reconnaissance, par la nation, de la vitalité de nos langues officielles et de nos poésies, d'une puissance redoublée par l'héritage de deux grandes traditions littéraires », déclare M. Clarke à propos de cette nouvelle.

M. Clarke, septième poète officiel, est né à Windsor, en Nouvelle Écosse, en 1960. Il possède des expériences professionnelles très variées : il a tenu la chronique sur le vécu et l'histoire des noirs en Nouvelle-Écosse et au Nouveau Brunswick, en plus d'avoir travaillé comme adjoint parlementaire et professeur d'études afro-américaines à l'Université Duke. Il est un Canadien de septième génération d'origine afro-américaine et micmaque.

Au fil de sa carrière aussi variée que prestigieuse, M. Clarke s'est vu conférer de nombreuses distinctions, notamment le Prix littéraire du gouverneur général pour la poésie, la médaille d'or pour la poésie de la Fondation nationale des prix du magazine canadien, le Prix d'excellence Dr Martin Luther King Jr., une bourse de la Fondation Pierre Elliott Trudeau, le prix littéraire Dartmouth pour la fiction et le prix littéraire Eric Hoffer pour la poésie. Il a aussi été reçu dans l'Ordre du Canada au grade d'officier et dans l'Ordre de la Nouvelle Écosse. Titulaire de huit doctorats honorifiques, il a dernièrement mené à bien un mandat de trois ans à titre de poète officiel de la Ville de Toronto.

« C'est avec humilité, émotion et enthousiasme que j'accepte l'honneur qui m'est fait de reprendre le mandat des précédents poètes officiels qui est de rendre



Le nouveau poète officiel du Parlement du Canada, M. George Elliot Clarke, entré en fonction le 1er janvier 2016. Photo : Carmelita Linta.

hommage, par ses vers, à l'expérience exemplaire d'humanisme démocratique que nous offre notre nation supranaturelle », ajoute-t-il.

Le Président du Sénat, M. George J. Furey, ne tarit pas d'éloges pour la dernière personne en date qui est chargée de promouvoir l'influence de poésie canadienne.

« George Elliot Clarke est un authentique ambassadeur de l'œuvre des poètes canadiens, soutient-il. Sa contribution au tissu culturel canadien est exceptionnelle. »

Le Président de la Chambre des communes, M. Geoff Regan, se fait l'écho de ces sentiments et ajoute ceci : « Son talent de poète, de dramaturge et de critique littéraire est indéniable. Il affiche une immense polyvalence et un caractère engagé qui feront grand honneur à ce poste. »

Pour soumettre son dossier dans le cadre d'un processus d'appel de candidatures ouvert, une personne doit répondre à des critères d'admissibilité et de sélection, soit être résident du Canada, avoir produit une œuvre démontrant l'excellence littéraire, avoir contribué de façon considérable au milieu littéraire du Canada, être disposé à participer à diverses activités parlementaires. Choisi par les présidents des deux chambres au terme d'un processus de sélection, le poète officiel est nommé pour deux années civiles. Le titulaire du poste est tout à tour francophone ou anglophone.

Le Parlement attend avec intérêt les contributions que M. Clarke apportera ces deux prochaines années pour ce qui est de la promotion de la culture et du rôle joué par la poésie dans la vie canadienne.

# Honorer ceux qui ont servi

Scott Hitchcox, Photos : Direction nationale de la Légion royale canadienne, Direction nationale

Aucun tireur d'élite, aucun soldat armé, aucune appréhension en ce jour du Souvenir, reste seulement l'hommage à ceux qui ont servi.



*Le nouveau premier ministre Justin Trudeau, accompagné de sa femme Sophie Grégoire-Trudeau, dépose une couronne de fleurs.*



*D'anciens combattants de différentes branches de l'armée, unis dans le souvenir et le respect.*

La foule s'amassait en cette fin d'avant-midi nuageuse du 11 novembre 2015 près du Monument commémoratif de guerre et on pouvait percevoir une atmosphère nettement différente de celle de l'année précédente. Tandis que la cérémonie du jour du Souvenir 2014 était assombrie par le souvenir du récent attentat d'octobre à la Colline du Parlement, qui avait éveillé les Canadiens aux menaces potentielles, réelles ou non, à leur sécurité, celle de cette année se concentrait sur son devoir de reconnaissance.

Sur le toit du Château Laurier et d'autres édifices avoisinants, les tireurs d'élite ont laissé place aux équipes de caméramans et aux spectateurs qui cherchent le meilleur point de vue. Dans la foule, plus aucun soldat armé, mais des enfants aux grands yeux curieux, juchés sur les épaules de leur parent, et des citoyens, serrant avec émotion la main des anciens combattants, jeunes et moins jeunes. Les regards inquiets de l'an dernier ont plutôt admiré avec intérêt les deux chasseurs CF-18 Hornet lors de leur passage. Mais ce qui est encore plus important, c'est que l'air n'était plus empreint de nervosité et d'appréhension, plus rien ne venait distraire de la raison d'être de la cérémonie, qui est de rendre hommage aux hommes et aux femmes militaires qui ont consenti à l'ultime sacrifice pour leur pays.

Au début de la cérémonie, des contingents de l'armée, de la marine et des forces aériennes, de la GRC et, bien sûr, d'anciens combattants ont défilé dans les rues vers le Monument commémoratif de guerre, en reconnaissance à leurs camarades tombés au front et à leur propre devoir de protéger les valeurs de leur pays. Une salve d'honneur de 21 coups, pendant laquelle a été annoncée l'arrivée du premier ministre nouvellement élu Justin Trudeau, du gouverneur général David Johnson et d'autres invités d'honneur, a précédé l'interprétation, à 11 h, de l'hymne national, repris en chœur par les quelque 35 000 personnes de la foule.

M. Guy Chapdelaine, aumônier général des forces canadiennes, a invité la foule à s'unir, selon leurs convictions, dans une prière ou un moment de réflexion, pendant qu'il rendait hommage aux soldats décédés.

« La paix entre les nations de même que les uns envers les autres ne doit jamais céder à la peur ou à la triste indifférence », déclare-t-il. Il dit qu'il a prié pour que « règne enfin sur la Terre la paix durable, à laquelle nous osons rêver, à laquelle nous avons consacré inlassablement tant d'efforts acharnés, et pour laquelle des soldats ont versé le prix ultime, soldats dont nous honorons la mémoire aujourd'hui ».

C'est sur ces mots que s'est amorcée la cérémonie du dépôt de la couronne. No-

tre président, l'honorable Andy Mitchell a déposé la couronne de l'ACEP. Il y a eu ensuite interprétation du poème emblématique In Flanders Field du lieutenant-colonel John McCrae, en célébration du centième anniversaire de sa publication.

L'aumônier honoraire, le rabbin Reuven Bulka, a mentionné le caractère sacré des cérémonies du jour du Souvenir, évoquant la tragédie de 2014 pour rappeler que « ceux qui nous protègent ne le font pas qu'outre-mer, mais ici même dans notre merveilleux pays ».

« Le souvenir, poursuit le rabbin, n'est pas une fin en soi; le souvenir ouvre le cœur vers une émotion encore plus élevée, celle du sentiment et de l'expression de la gratitude. »

Au sacrifice suprême consenti par tant de soldats canadiens sur terre, dans les airs et en mer, aux survivants blessés et aux anciens combattants, jeunes et moins jeunes, M. Bulka a soulevé la foule en un « Bravo! » bien senti, en guise d'appréciation profonde de la part des Canadiens de toutes races, croyances et genres. Ses derniers mots ont témoigné du sentiment des Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

« Le Canada est un pays où les valeurs de respect, d'harmonie, d'inclusion, de responsabilité et de bonté définissent qui nous sommes », a-t-il ajouté. « Dieu bénisse nos anciens combattants, Dieu bénisse nos soldats, Dieu bénisse le Canada. »



*Un aperçu de la foule qui assiste à la cérémonie du jour du Souvenir.*



*Des membres de la GRC marchent du même pas.*



*Une chorale d'enfants interprète "In Flanders Fields".*



*Un poème sur la paix et la reconnaissance : un des nombreux messages glissés parmi les couronnes.*



*D'anciens combattants, jeunes et moins jeunes, se manifestent réciproquement respect et gratitude pour leur service.*



*Un soldat s'incline, à côté des dates inscrites sur le Monument commémoratif de guerre.*



*La garde du drapeau se tient au garde-à-vous pendant la cérémonie.*



*Des personnes dans la foule se font les porte-paroles des quelque 35 000 autres pour exprimer leur gratitude.*

# Le retour des anciens

Hayley Chazan

« **N**e vous en faites pas, vous reviendrez. » Voilà ce qu'un employé de la Chambre des communes a dit à M. Omar Alghabra, actuel secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, après sa défaite en 2008.

« À l'époque, je n'avais aucune idée de ce qui allait se passer parce que j'étais plongé dans la situation, dit-il. Triste et déçu, je n'ai jamais vraiment songé à me représenter. »

Mais ces mots sont restés gravés dans sa mémoire et l'ont incité à croire à son retour sur la Colline.

« On voit là l'importance de ce qu'on dit aux autres dans certaines situations », poursuit-il.

Dix-sept anciens députés, dont M. Alghabra, qui ont quitté la vie politique ou qui ont été défaits dans des élections précédentes sont revenus en octobre, prouvant qu'un départ de la Colline n'est pas toujours définitif.

M. Bob Nault, député libéral de la circonscription de Kenora (Ontario), a déjà siégé pendant 16 ans à la Chambre des communes. En 2004, il a décidé de faire une pause.

« Lorsque vous êtes politicien, vous vous habituez à vous déplacer partout et vous ne voyez pas la forêt, qui est cachée par les arbres, comme on dit dans le Nord, affirme M. Nault. J'ai bien fait de faire une pause et de laisser les jeunes grandir. »

Pendant sa pause, M. Nault s'est grandement investi dans le secteur des ressources renouvelables et a participé aux négociations et aux revendications pour le compte des Premières Nations. Sa volonté de renouer avec la vie politique découle de son désir de défendre encore plus ardemment les intérêts du Nord.

Le député libéral de l'Ontario, M. Rob Oliphant, et les députés libéraux du Québec, Mme Alexandra Mendès et M. Pablo Rodriguez, ont quant à eux décidé leur retour sur la scène politique depuis longtemps. Les trois anciens députés sont arrivés au deuxième rang aux élections de 2011 et étaient déterminés à rebâtir leur organisation et à se représenter dès que possible.



Omar Alghabra. Photo fournie.

D'après M. Oliphant, il faut quelques années pour apprendre à être un député efficace, et ses 30 mois d'exercice après avoir essuyé une défaite l'ont laissé avec un sentiment d'inachevé. Ministre de l'Église Unie de profession, il a décidé de ne pas reprendre cette profession après son départ de la sphère politique. Il a choisi d'occuper le poste de pdg de la Société canadienne de l'asthme, une cause à laquelle il se consacre avec passion.

Pour Mme Mendès, qui a toujours rêvé d'être en politique, sa défaite en 2011 a été un coup terrible.

« J'étais anéantie et très déprimée pendant deux bons mois, une période très difficile pour moi », confie-t-elle.

Après avoir eu du mal à accepter sa défaite, Mme Mendès a su prendre son parti, car elle a eu le temps de connaître les joies d'une grand-mère, ce qui lui aurait été impossible si elle avait été réélue en 2011.

Un peu plus grisonnant, M. Pablo Rodriguez avance, quant à lui, que les quatre ans loin de l'arène politique lui ont permis de voir les choses sous un autre angle et avec un peu plus de recul. Il exerce maintenant la fonction de secrétaire parlementaire du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et a hâte de se mettre au travail cette session.

M. Rodriguez ajoute qu'il est important pour les nouveaux venus de comprendre que la Colline du Parlement, un endroit merveilleux où travailler, vient



Bob Nault. Photo fournie.

avec son lot de règles et d'habitudes. D'après M. Nault et lui, les nouveaux élus doivent faire preuve de patience, se familiariser avec les rouages et poser beaucoup de questions aux gens d'expérience.

« Tout au long de ma carrière de député, j'ai connu de bons moments comme des moins bons, et je serais ravi de faire part de mon expérience aux collègues nouvellement élus, indique M. Rodriguez. Ils pourraient trouver cela utile et même en rire un peu. »

Selon M. Oliphant, une des plus grandes leçons apprises à titre d'ex-député tient à ce que les bonnes idées jaillissent de partout à la Chambre, peu importe le parti et l'idéologie. Il entend consacrer beaucoup d'efforts à entretenir ses relations avec ses homologues des autres partis.

Même si leur parcours vers la réélection diffère, tous s'entendent pour dire que la chose la plus importante à retenir dans le travail de député consiste à représenter les concitoyens.

« Conservez des liens étroits avec votre circonscription, organisez votre bureau là-bas et assurez-vous qu'il répond bien aux besoins de vos concitoyens. C'est là le cœur de votre travail, plus important que toute autre nomination possible sur la Colline », soutient M. Nault.

L'équipe de Suite à la Colline a adressé des demandes d'entrevue à tous les députés réélus, mais seuls les membres du Parti libéral du Canada ont accepté.

### Députés actuels élus précédemment à la Chambre des communes

Nom	Affiliation politique	Circonscription	Dates d'élection
Alghabra, Omar	Libéral	Mississauga-Centre (Ont.)	19-10-2015
	Libéral	Mississauga-Erindale (Ont.)	23-01-2006
Bagnell, Larry	Libéral	Yukon (Yukon)	19-10-2015
	Libéral	Yukon (Yukon)	14-10-2008
	Libéral	Yukon (Yukon)	23-01-2006
	Libéral	Yukon (Yukon)	28-06-2004
	Libéral	Yukon (Yukon)	27-11-2000
Bains, Navdeep Singh	Libéral	Mississauga-Malton (Ont.)	19-10-2015
	Libéral	Mississauga-Brampton-Sud (Ont.)	14-10-2008
	Libéral	Mississauga-Brampton-Sud (Ont.)	23-01-2006
	Libéral	Mississauga-Brampton-Sud (Ont.)	28-06-2004
Boucher, Sylvie	Conservateur	Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix (Qc)	19-10-2015
	Conservateur	Beauport-Limoilou (Qc)	14-10-2008
	Conservateur	Beauport-Limoilou (Qc)	23-01-2006
Casey, William D. (Bill)	Libéral	Cumberland-Colchester (N.-É.)	19-10-2015
	Indépendant	Cumberland-Colchester-Musquodoboit Valley (N.-É.)	14-10-2008
	Conservateur	Cumberland-Colchester-Musquodoboit Valley (N.-É.)	23-01-2006
	Conservateur	North Nova	28-06-2004
	Progressiste-conservateur	Cumberland-Colchester (N.-É.)	27-11-2000
	Progressiste-conservateur	Cumberland-Colchester (N.-É.)	02-06-1997
	Progressiste-conservateur	Cumberland-Colchester (N.-É.)	21-11-1988
Dhaliwal, Sukh	Libéral	Surrey-Newton (C.-B.)	19-10-2015
	Libéral	Newton-Delta-Nord (C.-B.)	14-10-2008
	Libéral	Newton-Delta-Nord (C.-B.)	23-01-2006
Généreux, Bernard	Conservateur	Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup (Qc)	19-10-2015
	Conservateur	Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup (Qc)(élection partielle)	09-11-2009
Holland, Mark	Libéral	Ajax (Ont.)	19-10-2015
	Libéral	Ajax-Pickering (Ont.)	14-10-2008
	Libéral	Ajax-Pickering (Ont.)	23-01-2006
	Libéral	Ajax-Pickering (Ont.)	28-06-2004
Mendès, Alexandra	Libéral	Brossard-Saint-Lambert (Qc)	19-10-2015
	Libéral	Brossard-La Prairie (Qc)	14-10-2008
Nault, Robert Daniel	Libéral	Kenora (Ont.)	19-10-2015
	Libéral	Kenora-Rainy River (Ont.)	27-11-2000
	Libéral	Kenora-Rainy River (Ont.)	02-06-1997
	Libéral	Kenora-Rainy River (Ont.)	25-10-1993
	Libéral	Kenora-Rainy River (Ont.)	21-11-1988
Oliphant, Robert	Libéral	Don Valley-Ouest (Ont.)	19-10-2015
	Libéral	Don Valley-Ouest (Ont.)	14-10-2008
Paradis, Denis	Libéral	Brome-Missisquoi (Qc)	19-10-2015
	Libéral	Brome-Missisquoi (Qc)	28-06-2004
	Libéral	Brome-Missisquoi (Qc)	27-11-2000
	Libéral	Brome-Missisquoi (Qc)	02-06-1997
	Libéral	Brome-Missisquoi (Qc)	13-02-1995
Peschisolido, Joe	Libéral	Steveston-Richmond-Est (C.-B.)	19-10-2015
	Alliance canadienne	Richmond (C.-B.)	27-11-2000
Ratansi, Yasmin	Libéral	Don Valley-Est (Ont.)	19-10-2015
	Libéral	Don Valley-Est (Ont.)	14-10-2008
	Libéral	Don Valley-Est (Ont.)	23-01-2006
	Libéral	Don Valley-Est (Ont.)	28-06-2004
Rodriguez, Pablo	Libéral	Honoré-Mercier (Qc)	19-10-2015
	Libéral	Honoré-Mercier (Qc)	14-10-2008
	Libéral	Honoré-Mercier (Qc)	23-01-2006
	Libéral	Honoré-Mercier (Qc)	28-06-2004
Rota, Anthony	Libéral	Nipissing-Timiskaming (Ont.)	19-10-2015
	Libéral	Nipissing-Timiskaming (Ont.)	14-10-2008
	Libéral	Nipissing-Timiskaming (Ont.)	23-01-2006
	Libéral	Nipissing-Timiskaming (Ont.)	28-06-2004
Wrzesnewskij, Borys	Libéral	Etobicoke-Centre (Ont.)	19-10-2015
	Libéral	Etobicoke-Centre (Ont.)	14-10-2008
	Libéral	Etobicoke-Centre (Ont.)	23-01-2006
	Libéral	Etobicoke-Centre (Ont.)	28-06-2004

Source : ParlInfo

# Réflexions d'ex-parlementaires sur des crises de réfugiés antérieures

Hayley Chazan

Lorsque l'ancien ministre progressiste conservateur de l'Emploi et de l'Immigration, l'hon. Ron Atkey, pense à la photo du petit Alan Kurdi de trois ans rejeté sur la grève d'une plage de Turquie, il ne peut s'empêcher de se rappeler la crise d'Indochine et celle des réfugiés de la mer vietnamiens, qui ont donné lieu aux mêmes scènes d'horreur que connaissent maintenant les réfugiés syriens.

En novembre 1978, on apprend que plus de 2 500 Vietnamiens sont laissés en plan sur la côte de Malaisie dans un vieux cargo du nom de Hai Hong. Leur vie est en péril et ils n'ont personne vers qui se tourner, alors ils déploient une affiche de fortune sur le côté du navire portant les mots anglais : « UN please save us » (L'ONU, sauvez-nous, s.v.p.).

Les images de réfugiés indochinois en train de périr dans la mer ont galvanisé le monde et ont fait la une de la plupart des journaux canadiens. Au total, de 500 000 à 600 000 personnes se sont noyées (la moitié des réfugiés de la mer vietnamiens).

La question a immédiatement surgi : « Quel est le rôle du Canada? »

## La réponse du Canada à la crise des réfugiés indochinois

Après avoir défait le gouvernement Trudeau en 1979 par la promesse d'augmenter le nombre de réfugiés indochinois à accueillir, M. Atkey, sous la direction du premier ministre d'alors, Joe Clark, a immédiatement fait passer le nombre de réfugiés de 5 000 à 12 000 par année.

Toutefois, cet accueil s'est révélé insuffisant. Les noyades se multipliaient et les camps de Hong Kong, de Malaisie et de Thaïlande se remplissaient.

« Il nous fallait adopter des mesures radicales; les Nations Unies nous répétaient sans cesse d'en faire davantage pour conjurer la crise, mais aussi pour amener les États Unis à aider davantage, ce qu'ils ont fini par faire », raconte M. Atkey, qui représentait la circonscription de St. Paul's.

Le 18 juillet 1979, le gouvernement canadien, par la voix de Flora MacDonald, alors secrétaire d'État des Affaires exté-



*Des membres de l'équipage du cargo amphibie USS Durham (LKA 114) transbordent des réfugiés vietnamiens de leur petit bateau dans la mer de Chine méridionale en 1975. Courtoisie de la National Archives and Records Administration des États-Unis.*

rieures, a annoncé qu'il allait décupler le nombre de réfugiés à accueillir, pour ainsi passer de 5 000 à 50 000 par année.

M. Atkey raconte que si le gouvernement progressiste conservateur a pu dépasser cet objectif de 50 000 personnes, c'est grâce au programme de contrepartie. Le gouvernement libéral avait à l'origine mis en place un tel programme vers la moitié des années 1970, dans le cadre duquel il encourageait des groupes privés à parrainer personnellement des réfugiés. M. Clark a alors promis que le gouvernement allait veiller à la réinstallation d'un réfugié en contrepartie de chaque parrainage d'un réfugié indochinois par un groupe privé.

M. Atkey se souvient du grand nombre de parrainages privés partout au Canada, que ce soit par des groupes confessionnels et des églises, des groupes communautaires, des associations philanthropiques et

même des quartiers qui offraient de payer les dépenses de base comme la nourriture et le logement pendant la première année des réfugiés au Canada. À l'époque, le coût d'un parrainage privé d'une famille s'élevait à 5 000 \$ (il est maintenant d'environ 25 000 \$).

« Cet engagement profond des Canadiens en réponse à ce système de contrepartie nous a surpris et nous étions complètement abasourdis, fort positivement, devant le succès du programme », ajoute M. Atkey.

En 1980, Pierre Trudeau est reporté au pouvoir et, grâce à l'appui indéfectible des Libéraux, le Canada accueille 60 000 réfugiés en 18 mois.

## La réponse du Canada à l'exode des Polonais

Alors que les parlementaires actuels sont absorbés par la crise des réfugiés syriens, de son côté, comme M. Atkey, l'ancien



Une colonne de chars d'assaut T 55 entre dans la ville polonaise de Zbaszzynek en décembre 1981, après la déclaration de la loi martiale. Plusieurs Polonais ont fui le régime communiste et se sont installés au Canada. Photo : J. Zobnierkiewicz.



Des réfugiés syriens arrivent à Lesbos, en Grèce, à bord d'un canot pneumatique en provenance de la Turquie. Photo : Petros Giannakouris/Associated Press.

député libéral de longue date Jesse Flis se remémore sa propre expérience d'une crise semblable pendant qu'il était en poste au Parlement.

Il a été député pendant 14 ans, de 1979 à 1997, de la circonscription de Parkdale-High Park, principalement composé de personnes de l'Europe de l'Est. Il a été à deux reprises au gouvernement et dans l'opposition respectivement. En 1993, il a été nommé secrétaire d'État des Affaires extérieures et en 1995, il est devenu secrétaire parlementaire au ministre des Affaires étrangères.

En 1981, la loi martiale est déclarée en Pologne communiste, au moyen de laquelle les chefs militaires de haut rang ont tenté d'écraser l'opposition politique. À cette époque, de nombreux Polonais ont déjà quitté leur mère patrie, dans le refus de retourner à un régime autoritaire. Au Canada, ce sont les Libéraux qui sont au pouvoir.

M. Flis explique qu'une façon pour les migrants d'éviter d'être déportés était de demander le statut de réfugié. Toutefois, au début des années 80, la loi de l'immigration canadienne exigeait qu'une telle demande soit présentée avant l'arrivée au Canada, ce qui signifie que les touristes polonais et les visiteurs des familles se trouvant déjà au pays devaient se rendre ailleurs, à grands frais, pour demander leur statut de réfugié. Bon nombre sont allés à Buffalo et Détroit, et même jusqu'en Autriche et en Italie pour se conformer à cette exigence et amorcer le processus de faire venir leur famille de Pologne.

En tant que Canadien d'origine polonaise de seconde génération et parlant couramment sa langue maternelle, M. Flis s'est trouvé au centre de la crise, chargé au sein du caucus libéral de tous les problèmes

touchant les réfugiés polonais.

Pendant ses mandats dans l'opposition, M. Flis a multiplié ses efforts pour faire modifier la loi et ainsi permettre aux gens de demander le statut de réfugié après leur arrivée au Canada. Le gouvernement a fini par modifier et assouplir sa politique.

Cet ancien député raconte qu'encore maintenant, des gens de la collectivité polonaise viennent le voir et le remercier du rôle qu'il a joué à ce moment.

« Grâce à vous, mon fils est devenu médecin », s'est exclamée une dame lors d'une célébration du Noël polonais.

Selon lui, la plus belle récompense de toute sa carrière politique a été de contribuer à réunir les familles. Il souligne qu'il faut accorder plus d'attention aux familles élargies des réfugiés.

« Même dans le cas des réfugiés syriens, il y aura des membres de la famille qui se perdront là bas ou dans d'autres pays », met-il en garde. « C'est important que les futurs gouvernements n'oublient pas ces membres de la parenté. »



L'ancien député libéral Jess Flis (à droite) reçoit l'Ordre Polonia Restituta (l'Ordre de la renaissance de la Pologne), l'une des plus hautes décorations du pays. Pendant les années 80, M. Flis a aidé plusieurs familles qui fuyaient la Pologne communiste à s'établir au Canada. Courtoisie de l'Association des ingénieurs polonais au Canada.

Il ajoute que les gouvernements doivent aussi être sensibles aux besoins à long terme des réfugiés et élaborer une stratégie à long terme pour faciliter la réunification des familles, même après que la crise immédiate est endiguée.

« Tout comme dans le cas de la crise des réfugiés syriens, la crise des Polonais dans les années 1980 a constitué une démonstration probante que le Canada met tout en œuvre pour accueillir des réfugiés, à la poursuite de son objectif de bâtir le plus beau pays au monde », conclut M. Flis.

#### Le talent du Canada

L'hon. Sergio Marchi, ancien ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration sous Jean Chrétien, ne saurait dire mieux.

Cet ancien député libéral de la circonscription York Ouest fait état d'un rapport publié dix ans après l'arrivée des réfugiés de la mer vietnamiens où l'on peut lire que les réfugiés, arrivés avec leur chemise comme seul bien, se sont bien adaptés à la vie au Canada. La plupart d'entre eux sont devenus citoyens canadiens et un fort pourcentage ont lancé leur propre commerce, devenu une moyenne entreprise.

« C'est l'essence de l'esprit humain », exprime M. Marchi. « Les personnes qui sont d'authentiques réfugiés sont reconnaissantes pour cette seconde ou troisième chance dans la vie et cette reconnaissance se traduit en loyauté et en dévouement envers leur pays d'accueil ».

M. Marchi dit qu'il ne croit pas qu'il y ait un autre pays au monde qui maîtrise la politique d'immigration et de réfugiés aussi bien que le Canada.

« Nous ne sommes pas un pays vantard, nous faisons preuve d'une grande modestie, mais sur ce plan, je crois que nous avons toutes les raisons d'être fiers et de nous vanter un peu. »

# L'apathie des jeunes électeurs

Le documentaire *The Drop* fait la lumière sur le désamour des jeunes pour la chose politique au Canada

Scott Hitchcox, photo : Kyle McCachen (Stoke Show Ltd.)



*L'acteur et cinéaste Dylan Playfair sur la Colline du Parlement lors de sa quête sur l'avis de la génération Y sur la politique.*

**A**pathie des jeunes électeurs. Quatre petits mots qui, prononcés avec dédain, incrédulité ou honte, sont venus à dépeindre les états d'esprit de la génération Y quant au vote, cette génération de jeunes qui semblent porter peu d'intérêt à la participation politique, si on en croit les manchettes.

Le documentaire *The Drop: Why Young People Don't Vote* cherche justement à expliquer cette entrave au processus démocratique. Durant ce métrage, on suit l'acteur et cinéaste Dylan Playfair, âgé de 21 ans, tout au long de sa démarche dont le thème porte sur la politique en Amérique du Nord. En effet, M. Playfair analyse les raisons selon lesquelles cer-

tains de sa génération se plongent dans l'univers de la politique et d'autres y sont complètement indifférents.

C'est le cinéaste Kyle McCachen qui a réalisé le film, mais M. Ian Waddell, membre de l'ACEP, en a été un des producteurs délégués. M. Waddell, mordu de cinéma bien avant son long passage à la Chambre des communes, et M. McCachen sont tombés presque par hasard sur cette idée de film. En tentant de mettre sur pied un film sur le déroulement d'une campagne électorale, ils ont constaté qu'une description détaillée suscitait peu d'intérêt chez bien des jeunes. Ils ont ensuite appris que seulement 38,8 % des électeurs admissibles âgés de 18 à 24 ans

se sont prévalus de leur droit de vote aux élections fédérales de 2011. Cela a suffi pour enclencher la création de *The Drop*. M. McCachen a ensuite demandé l'aide de M. Playfair et l'a envoyé parcourir le continent pour découvrir ce que divers groupes démographiques composés de jeunes pensent de la politique.

M. Playfair s'est d'abord arrêté au Parlement, ce qui est bien à-propos, où il a réussi à interviewer les chefs des principaux partis. Il leur a simplement demandé si, à leur avis, les jeunes électeurs votaient de moins en moins. M. Justin Trudeau, alors chef du Parti libéral, a répondu : « Les jeunes sont plus concernés et plus informés qu'avant au sujet de ce qui se passe



*Dylan au festival Burning Man, en plein désert du Nevada.*



*Dylan discute avec Justin Trudeau avant son élection au poste de premier ministre.*

dans le monde. Les jeunes ont la réputation d'être apathiques, mais ils sont, en fait, surtout frustrés de ne pas être entendus. D'après moi, le fait que les jeunes ne votent pas ne représente pas un problème de jeunes; c'est un problème de politique.

»

#### **De Toronto jusqu'au Missouri**

Quoique les avis des politiciens aient leur importance, les meilleures réponses ont été données par les jeunes rencontrés tout au long du périple, en premier lieu celles des participants au festival Burn-

ing Man, qui a lieu tous les ans au Nevada. Nombre d'entre eux avaient surtout l'esprit à la fête, dont M. Playfair qui avait fière allure avec son chapeau de cowboy et ses lunettes de ski pendant ses interviews. Le sentiment demeure néanmoins le même : les figures politiques ne représentent pas les intérêts des jeunes.

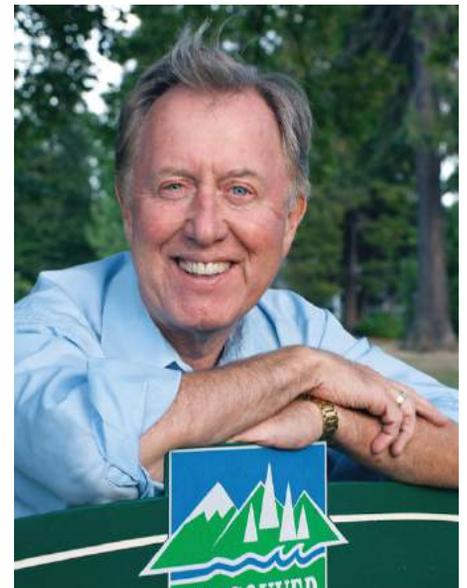
Cet état d'esprit tranche sur celui à Toronto. En effet, M. Playfair s'y est rendu pendant une course à la mairie particulièrement controversée où la tristement célèbre famille Ford figurait parmi une

myriade de candidats. L'une de ses adversaires est Morgan Baskin, âgée de 18 ans. Elle s'est présentée afin de prouver que sa génération détient beaucoup plus de pouvoir politique qu'on pourrait le penser. Mme Baskin s'est classée au 8<sup>e</sup> rang, cumulant plus de 1 000 voix. Le vote des jeunes torontois a augmenté de près de 10 % durant cette course.

M. Playfair est également allé en Caroline du Nord à quelques jours des élections de mi-mandat, qui comptent parmi les plus chaudement disputées et les plus



*Dylan s'entretient avec Morgan Baskin, candidate de 18 ans à la dernière course à la mairie de Toronto et adversaire de nombreux personnages connus, dont Doug Ford, Olivia Chow et John Tory.*



*M. Ian Waddell, membre de l'ACEP et producteur délégué du film.*

coûteuses d'alors. Encore là, il a rencontré des jeunes déçus par les candidats, qui semblent préférer diffuser des publicités négatives sur leurs adversaires au lieu de défendre les intérêts des jeunes.

Dernier arrêt de sa tournée, M. Playfair s'est retrouvé dans un groupe de jeunes qui avaient toutes les raisons de se préoccuper de leur représentation – ceux qui habitent une ville déchirée par un drame, celle de Ferguson, au Missouri. La ville tente de se remettre des incidents impliquant la police et des émeutes, et ses jeunes ont décidé de faire valoir l'importance de leur propre engagement politique.

#### À la poursuite du débat

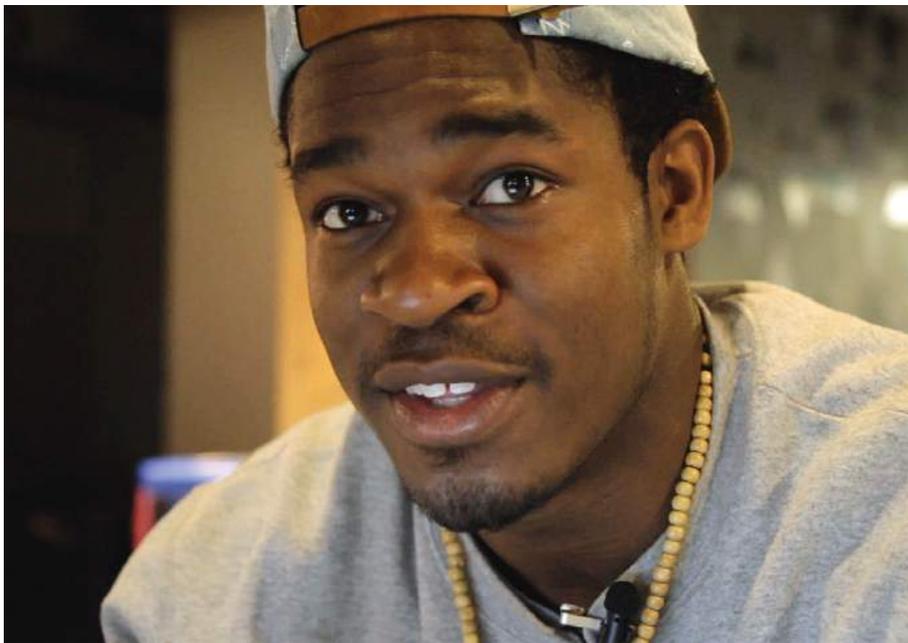
The Drop apporte une contribution nécessaire au débat sur la participation des jeunes, une contribution réalisée par eux et adressée à eux, sans arrière-pensées ou intérêts politiques inavoués. Comme M. Trudeau le laisse entendre dans les premières minutes du documentaire, on ne peut réduire la baisse de la participation chez les jeunes à une simple conséquence d'une indifférence à tout ce qui ne peut être comprimé dans un petit écran de téléphone. Au lieu de cela, il faut faire évoluer le processus politique de sorte que les dirigeants de demain estiment leur voix entendue, respectée et priorisée.

Pour l'ex-parlementaire M. Ian Waddell, très fier jusqu'à maintenant du succès remporté par le film, le message sur la capacité des jeunes à participer à la vie politique est présent partout où le documentaire nous porte.

« J'espère que davantage de gens verront le film, déclare M. Waddell. J'ai découvert une autre génération, qui est probablement la plus éduquée de l'histoire de l'humanité, très engagée et certes dotée d'un esprit très critique. Les politiciens d'aujourd'hui et de demain auront du mal à prendre les bonnes mesures pour elle. »

Pour ce qui est de l'avenir du film, qui a été commandé et diffusé au début d'octobre par TVO et CPAC ainsi que mis en ligne sur leur site Web respectif, M. Waddell a bon espoir de produire une version raccourcie et davantage accessible, qui servirait d'outil d'appui aux ex-parlementaires durant leur tournée des écoles dans le cadre du programme de sensibilisation de l'ACEP.

« Il n'y a rien de mieux que le dialogue entre jeunes, comme dans le film, puis d'enrichir l'expérience de notre génération de parlementaires, avance M. Waddell. La formule est gagnante. Il s'agit de l'avenir d'une saine démocratie. »



Dylan parle avec Maalik Shakoore de l'Université Webster des problèmes des Afro-américains.



L'équipe de The Drop croise des manifestants à Ferguson (Missouri) après que Michael Brown, un Afro-Américain âgé de 18 ans, a été tué par balle par un policier blanc.



Dylan poursuit son enquête à un lieu de recueil à Ferguson.

# Tout premier Prix international de lutte contre la corruption décerné à un parlementaire Yéménite

Scott Hitchcox

**D**e concert avec l'Académie internationale de lutte contre la corruption, l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption a annoncé au début de 2015 le gagnant du premier Prix international de lutte contre la corruption, distinction qu'elle décernera tous les ans : l'honorable Ali Ashal, un parlementaire du Yémen.

Fondée en octobre 2002 et ayant son siège à Ottawa, l'Organisation est unique, de l'avis de la directrice des communications, Mme Ann Marie Paquet. Cette dernière affirme qu'il s'agit du seul réseau international de parlementaires qui lutte activement contre la corruption.

Composée de 52 sections nationales établies sur cinq continents et forte de 700 parlementaires et 400 observateurs membres, l'Organisation a pour objectif de faire avancer une gouvernance comptable, solidaire et transparente tablant sur les valeurs fondamentales d'intégrité, de responsabilisation, de collaboration et de diversité.

## Académie internationale de lutte contre la corruption

L'Académie internationale de lutte contre la corruption s'est dotée d'objectifs semblables en matière de lutte anticorruption par l'entremise d'un programme de formation visant à renforcer les compétences et les connaissances relatives aux techniques anticorruption et destiné aux jeunes professionnels et futurs dirigeants. Une grande partie de ses services se compose de cours et de possibilités de réseautage. Par le truchement de ce programme relativement récent, l'Académie, qui a été officiellement reconnue comme une organisation internationale en mars 2011, compte déjà 71 États membres de l'ONU et trois organisations intergouvernementales.

Les deux institutions travaillent déjà ensemble puisqu'elles ont conclu un protocole d'entente et que leurs membres participent à leurs activités respectives. En outre, elles font valoir que le tout premier Prix international de lutte contre la corruption représente une mesure prometteuse dans la lutte anticorruption.

## Prix

« Le Prix constitue certes un moyen de reconnaître les réalisations de nos membres, mais aussi d'encourager les autres à les imiter, insiste Mme Paquet. Bon nombre de parlementaires ignorent les actions des autres, et il peut se révéler dangereux d'en entreprendre dans certains pays. Notre objec-



*M. Ali Ashal, parlementaire yéménite, a gagné le tout premier Prix pour la lutte contre la corruption de l'Organisation au début de 2015.*

tif consiste à faire connaître les progrès dans les pays et inciter les autres parlementaires à avoir le courage d'entreprendre pareil travail. »

Pour satisfaire aux critères d'admissibilité, un candidat doit être membre actif de l'Organisation et entreprendre des actions prônant les valeurs fondamentales de l'institution. M. Ashal incarne ces valeurs fondamentales grâce à ses travaux dans le domaine et à sa promotion des usages démocratiques à la fois dans son pays, le Yémen, et à l'étranger. Tout au long de sa carrière de 15 ans, il a mené à bien nombre de travaux : il a par ailleurs présenté un projet de loi sur l'accès à l'information et a préconisé la surveillance par le Parlement du secteur des richesses naturelles.

« Les réalisations de M. Ashal illustrent de manière éloquent le pouvoir que les parlementaires du monde peuvent avoir dans leur pays. Elles montrent clairement qu'il est possible de mettre fin à la corruption », soutient le président de l'Organisation, M. Ricardo Garcia.

« Nous rendons hommage M. Ashal et encourageons les autres à tirer des leçons de son dévouement et à mettre en pratique les valeurs d'intégrité, de responsabilisation, de collaboration et de diversité dans l'exercice de leurs fonctions. »

Le comité qui a étudié les nominations a d'abord sélectionné M. Ashal en tant que candidat au Prix. Ensuite, le conseil d'administration de l'Organisation charge son comité exécutif de prendre la décision définitive. On a officiellement reconnu M. Ashal lors de la conférence mondiale de l'Organisation, qui s'est déroulée à Jakarta (Indonésie) en juillet 2015.

À titre de gagnant, M. Ashal s'est vu accorder l'admission à l'Académie ainsi que la participation à un programme de formation intensive de 10 jours, organisé en Autriche, où on analyse les tendances mondiales et on

apprend des compétences et des stratégies pour déceler la corruption et y mettre fin. Il a aussi obtenu le titre d'ambassadeur de l'Organisation qui, selon Mme Paquet, lui « permettrait de la représenter à d'autres conférences ou de prononcer des discours en son nom ».

M. Ashal étant le premier gagnant du Prix de lutte contre la corruption, l'Organisation compte récompenser tous les ans les efforts exceptionnels de parlementaires partout dans le monde dans leurs actions pour combattre la corruption à l'échelle mondiale. Le gagnant de cette année sera sélectionné grâce à un processus analogue.

## Mettre fin à la corruption à haut niveau

On entend par corruption à haut niveau celle qui sévit dans les plus hautes sphères du gouvernement.

Le 9 décembre 2014, soit la Journée internationale de lutte contre la corruption, l'Organisation a lancé une campagne en ligne visant à lutter contre la corruption à haut niveau et, comme Mme Paquet l'affirme, à « presser les organisations internationales de trouver ensemble les solutions possibles afin de traduire les auteurs en justice pour avoir commis la pire forme de corruption ».

Le mouvement a pris de l'ampleur cette dernière année, puisqu'on s'est servi du mot-clic #PrévenirPoursuivreParalyser et de la pétition en ligne pour faire connaître les dangers posés par la corruption à haut niveau et les mesures proposées par l'Organisation pour y remédier. L'Organisation exhorte d'ailleurs l'ONU à instaurer un tribunal international où les auteurs d'actes de corruption à haut niveau et leurs complices soient traduits en justice.

« La corruption à haut niveau a des répercussions sur un plus grand nombre de personnes que toute autre forme, et malheureusement, les auteurs de ce crime sont des personnes qui possèdent la capacité et les moyens de se cacher et d'éviter d'être poursuivis, conclut Mme Paquet. Les choses doivent changer. »

Peu importe la solution, Mme Paquet insiste sur le fait qu'il s'agit d'un travail de longue haleine. Le premier Prix pour la lutte contre la corruption et le partenariat avec l'Académie représentent un pas dans la bonne direction pour faire connaître au public les avancées des législateurs dans le monde en matière de gouvernance transparente, comptable et solidaire ainsi que pour encourager les autres à les imiter.

# Mission d'observation d'élection en Haïti

D'ex-parlementaires se rendent en Haïti pour observer des élections tumultueuses

Hayley Chazan

**H**aïti, le pays plus pauvre des Amériques, se bat depuis des années pour établir une démocratie stable, et, à voir les derniers événements, rien ne laisse croire que les choses vont se rétablir bientôt.

Le 22 janvier, le gouvernement haïtien a repoussé le deuxième tour des élections présidentielles tout juste deux jours avant sa tenue, devant la violence croissante qui entourait l'événement, notamment l'incendie de plusieurs bureaux d'élection.

Au moment de la première ronde d'élections, tenue trois mois plus tôt, le 25 octobre, aucun des 56 candidats à la présidence n'a reçu un mandat majoritaire.

Question de compliquer un peu les choses, les opposants du gouvernement affirment maintenant que cette ronde avait donné lieu à une vaste fraude.

Pour s'assurer que le vote d'octobre s'est fait en toute justice et démocratie, ParLAmericas, réseau indépendant composé d'assemblées législatives nationales de différents États des Amériques, a mis sur pied une mission d'observation d'élection en Haïti.

La délégation canadienne a compté dans ses rangs six anciens parlementaires qui ont pu miser sur leurs connaissances de la langue française. Carole-Marie Allard, Lise Bourgault, Jean-Pierre Blackburn, Jacques Saada, Mario Silva et Judy Wasylycia-Leis ont tous agi à titre d'observateurs pendant neuf à dix jours au pays, tant avant qu'après les élections.

## Sur place

Judy Wasylycia-Leis, députée néo-démocrate de Winnipeg de 1997 à 2010, raconte l'incroyable expérience qu'a été ce voyage. Elle explique que les trois premiers jours se sont passés en breffages sur tous les aspects de la vie haïtienne, les politiques et le système électoral, avec, dit-elle, insistance particulière sur les questions de sécurité.

Les députés ont ensuite été placés en binômes et conduits dans les diverses régions du pays dont ils allaient assumer la surveillance, le jour des élections. Chaque binôme d'observateurs était responsable de plusieurs bureaux de scrutin.

Jean-Pierre Blackburn, un député pro-



Les anciens députés membres de la délégation canadienne. Photo : Judy Wasylycia-Leis.

gressiste-conservateur de Jonquière, au Québec, de longue date et membre du Cabinet, décrit les édifices qui servaient de centres de scrutin comme très rudimentaires.

« La plupart des centres de scrutin étaient des salles de classe, mais très sommaires, avec des planchers de ciments et de terre. Sans électricité ni climatisation, il y faisait très chaud », évoque-t-il.

Ancienne députée libérale du Québec, Lise Bourgault se souvient que les conditions étaient rudes, mais surtout que la

procédure de vote était extrêmement complexe. Les électeurs devaient remplir un bulletin pour le président, un député, un sénateur et un représentant local.

« C'est une procédure complexe dans des circonstances plutôt éprouvantes et c'est facile de se tromper ou de se sentir intimidé », signale Mme Bourgault.

Toute la journée des élections d'octobre, les ex-parlementaires avaient le mandat d'observer les différents aspects du processus de scrutin : le respect des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux



*Des Haïtiens font la file pour voter. Photo : Judy Wasylycia-Leis.*



*Voter à la lumière de la chandelle. Photo : Judy Wasylycia-Leis.*



*Dans un bureau de scrutin, avec l'interprète de Judy Wasylycia-Leis, Syndie Désir. Photo : Judy Wasylycia-Leis.*



Judy Wasylcia-Leis et Charles Messier devant le bureau d'élection du district où les bulletins sont envoyés avant d'être livrés par hélicoptère au centre de dépouillement des votes. Photo : Judy Wasylcia-Leis.



Judy Wasylcia-Leis et Charles Messier rédigent leur rapport dans un bureau de scrutin. Photo : Judy Wasylcia-Leis.

« Aucune fraude pendant les élections, mais bien des échappatoires dans le système. »

de vote, la sécurité, les incidents de violence et la représentation des femmes dans la file d'attente.

« Il fallait consigner tout ce qu'on observait », précise Mme Wasylcia-Leis.

M. Blackburn ajoute que malgré l'environnement accablant, il y avait toujours une longue file à l'extérieur des bureaux de scrutin et le taux de participation a été de près de 30 %, soit presque le double de l'élection précédente en août. Il fait remarquer aussi que la police locale a été très vigilante et qu'il n'a observé aucun acte de violence.

Dans les jours suivant l'élection, les observateurs ont travaillé sans relâche pour consigner tout ce à quoi ils avaient assisté. Le travail a pris fin avec le rapport définitif qui a été envoyé par l'organisation.

« Selon ce que nous avons pu constater, il n'y a pas eu de fraude pendant la procédure de vote en soi », se réjouit M. Blackburn. Il souligne toutefois qu'après avoir été comptés sur place, tous les bulletins de vote ont été envoyés au bureau de dépouillement central qui, lui, n'était surveillé par aucun observateur.

Bien qu'aucun des observateurs ne connaisse exactement les détails sur les récentes allégations de fraude, Mme Bourgault avoue qu'elle trouve la situation décourageante.

« Tout le monde tente de faire de son mieux dans une situation impossible », soupire-t-elle.

Malgré l'instabilité actuelle du pays, M. Blackburn croit avec optimisme que la démocratie finira par régner dans ce pays dévasté par un affreux tremblement de terre en 2010. Il dit que la prochaine étape consiste en l'ouverture, par l'organisme chargé des scrutins, d'une enquête sur les récentes allégations.

Certes, le second tour de scrutin n'a pas encore été convoqué, mais cet ex-parlementaire est prêt à retourner en Haïti avec la délégation canadienne, si on le lui demande.

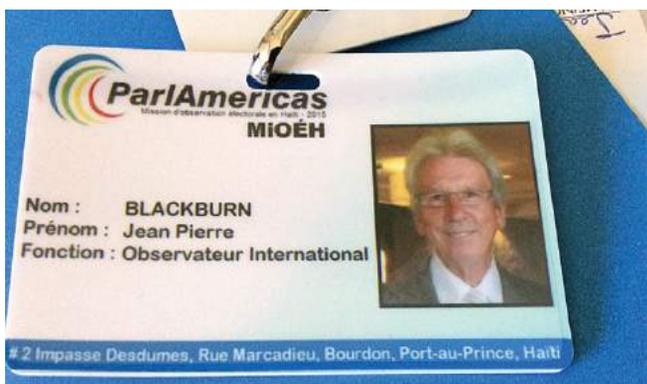
« C'est essentiel pour la démocratie haïtienne que les élections se déroulent sans fraude, et c'est précisément la raison d'être de ces missions », conclut-il.



Lise Bourgault (devant) et d'autres anciens parlementaires du Québec échantent leurs réflexions autour de la table. Photo : Lise Bourgault.



Des observateurs à court et à long termes, membres de l'équipe de Judy Wasylcia-Leis. Photo : Judy Wasylcia-Leis.



La carte d'identité de Jean-Pierre Blackburn. ParlAmericas est l'organisme-cadre chargé de l'organisation de la surveillance des élections. Photo : Jean-Pierre Blackburn.



Jean-Pierre Blackburn lors d'une conférence de presse. Photo : Jean-Pierre Blackburn.



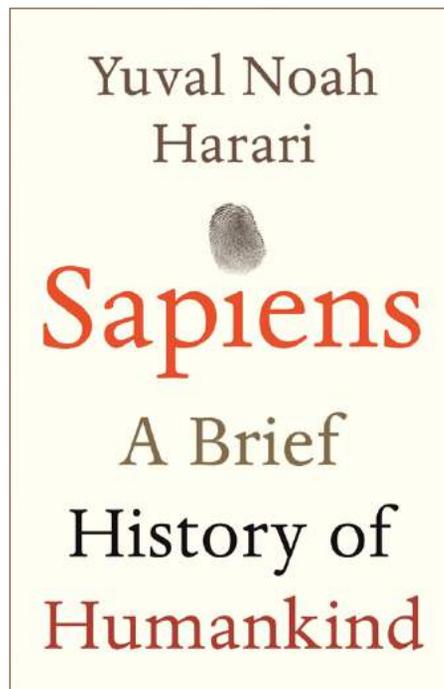
L'hon. John Reid

# La seule vraie religion

L'hon. John Reid

« La religion est l'opium du peuple » est certainement l'énoncé le plus souvent paraphrasé de toute l'œuvre du philosophe et économiste allemand Karl Marx, auteur de la bible du communisme, Le Capital. Pourtant, la citation exacte prend une tout autre forme : « La religion est le soupire de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses où il n'est point d'esprit. Elle est l'opium du peuple. » Les années l'ont tronquée jusqu'à la réduire à sa dernière phrase.

Je veux vous parler d'un livre relativement récent intitulé *Sapiens: A Brief History of Humankind*, par Yuval Noah Harari. L'auteur examine comment l'homo sapiens est devenu la créature dominante sur la planète Terre. Dans son analyse, il fait valoir que le langage a certes été le facteur le plus important de cette évolution, mais c'est la coopération sociale, précisément rendue possible par le langage, qui a joué un rôle prédominant dans la capacité de grands groupes de personnes de vivre et de travailler ensemble; de créer des villes et des empires, mais surtout, de créer la confiance entre les individus. Et c'est ainsi que maintenant, tout comme dans le passé, c'est le commérage - l'acte de parler des autres - qui constitue l'utilisation la plus importante du langage. La coopération sociale est la pierre angulaire de toute culture humaine. Le fait de disposer d'information fiable sur les personnes à qui il était possible de faire confiance a permis à de petits groupes de prendre de l'expansion et d'élaborer des types de collaboration toujours plus étroite et complexe. Même de nos jours, c'est le commérage qui constitue la vaste majorité des communications humaines, que ce soit par



courriel, par téléphone, par des écrits, par les journaux ou à la télévision.

M. Harari attribue la façon dont les humains ont changé d'abord à l'invention du langage et, ensuite, au développement des concepts artificiels. En guise de premier exemple, il mentionne la corporation. Sa définition juridique dans la plupart des pays est une « fiction juridique »; elle existe simplement parce que nous l'imaginons. De grands nombres de personnes peuvent coopérer parce qu'ils croient en des mythes communs. Il écrit que les actions humaines à grande échelle (les églises médiévales, les États modernes, les corporations modernes) prennent racine dans des mythes communs qui n'existent que dans l'imagination col-

lective. Un de ses exemples est la religion et voici son interprétation de la plus grande et la plus remarquable de toutes.

## Un regard sur la religion et l'argent

Un simple regard sur les définitions du mot religion permet de dégager certains fils communs. M. Harari affirme que la religion est un système de normes et valeurs humaines fondées sur la croyance en un ordre surhumain. Ce n'est pas l'apogée des envies et des ententes de l'homme. Fondée sur cet ordre surhumain, une religion crée d'abord les normes et valeurs qu'elle considère comme obligatoires. Elle doit mettre de l'avant dans tout le monde un ordre surhumain qui soit vrai, toujours et partout. Ensuite, à la façon des missionnaires, elle doit réclamer la diffusion de cette foi auprès de tous. L'une de ces religions est l'argent.

M. Harari énonce que l'argent est le système le plus universel et le plus efficace de la confiance mutuelle jamais imaginé. La première devise en or à s'imposer était romaine; elle constituait un mode d'échange accepté en Inde même s'il n'y avait aucune légion romaine à proximité. Avec le temps, on a assimilé la monnaie avec l'or et l'argent, que l'on façonnait en pièces et où on imprimait la figure ou le symbole d'un dirigeant. Et le système s'est imposé, même si les gens croyaient en des dieux différents ou appartenaient à des cultures différentes : tous croyaient dans les pièces en or et en argent. De nos jours, nous croyons dans les devises sous forme de pièces de monnaie ou de papier, mais, en fait, aussi dans ses variantes électroniques, puisque c'est ce qu'est devenu « l'argent », maintenant. Il maintient que l'argent est le seul système de confiance humaine qui transcende les écarts culturels et qui soit exempt de discrimination pour raison de religion, de genre, de



Yuval Noah Harari. Photo : Richard Stanton.

race, d'âge ou d'orientation sexuelle. Même des gens qui ne se connaissent pas peuvent coopérer à l'aide de l'argent.

L'argent possède d'immenses pouvoirs. L'auteur fait état de sa convertibilité universelle : avec de l'argent dans les poches, on peut convertir une terre en loyauté, la justice en santé et la violence en savoir. Il est signe de confiance généralisée, parce qu'avec de l'argent comme intermédiaire, n'importe quel groupe de personnes peut collaborer dans un contexte quelconque.

L'argent est une religion inventée par l'humain et comme toutes les autres religions, il a ses zones d'ombre. M. Harari écrit que malgré la confiance universelle qu'il crée entre étrangers, celle-ci n'est pas

investie dans les humains, les collectivités ou les valeurs sacrées, mais bien dans l'argent lui-même, dans les structures qui le soutiennent et dans le désir infini de la possession et du contrôle. C'est devenu le symbole même de la cupidité. Mais la cupidité pour quoi que ce soit qui avait ou a une valeur a toujours existé.

On peut trouver un exemple de cette tendance dans un récent rapport d'Oxfam intitulé Une économie au service des 1 %, où on documente l'écart qui se creuse constamment entre les riches et les pauvres. Selon cette recherche, les 62 milliardaires les mieux nantis possèdent autant de richesse que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Les auteurs de ce rapport

concluent qu'il faut de toute urgence prendre des mesures devant le fait que 1 % de la population soit plus riche que les autres 99 % ensemble.

L'organisation internationale affirme que les biens de la moitié la plus pauvre ont chuté de 41 % entre 2010 et 2015, malgré l'augmentation de la population mondiale de 400 millions de personnes. En parallèle, les biens des 62 personnes les plus riches ont augmenté, eux, de 500 milliards de dollars, pour atteindre 1,76 billion. La plupart des religions promettent une existence heureuse après la mort, mais l'argent, lui, en fait la promesse ici et maintenant.

L'hon. John Reid a été député libéral de la circonscription de Kenora-Rainy River, de 1965 à 1984.



Dorothy Dobbie

# La voie vers la droiture

Dorothy Dobbie

Il est bien qu'un pays riche comme le Canada vienne en aide à quelques milliers de réfugiés, et on peut en tirer de la fierté. Pourtant, sa tolérance à l'itinérance et aux conditions de vie des enfants dans les réserves dignes du tiers-monde, voire l'existence même de ces réserves, défie toute logique.

Comment peut-on faire preuve d'autant d'hypocrisie : on applaudit les actions prises à l'étranger alors qu'on fait abstraction des besoins du pays? Pourquoi les besoins de notre peuple ne prennent-ils pas le pas sur le reste? Pourquoi permet-on la pauvreté et l'indigence de se perpétuer ici?

Ces questions me tourmentent. Notre insensibilité à notre propre peuple tire-t-elle son origine dans le racisme et l'élitisme? Ne voit-on pas que la société canadienne leur tourne le dos ou y est-elle seulement indifférente?

Cette inaction ne repose pas sur un fondement politique, car l'ensemble des partis et des autorités ne parviennent pas à résoudre ou à s'occuper sérieusement de ces problèmes. Tous ont fait du saupoudrage, de temps à autre, pour refroidir tout enthousiasme à trouver des solutions durables.

## Les sans-abris

On a cependant chargé les municipalités de s'occuper des sans-abris. Des centaines, voire des milliers, d'infortunés errent dans les rues alors qu'on détourne le regard et qu'on fait semblant qu'ils n'existent pas. Les études et les rapports ne manquent pas – on les compte comme on compte les oiseaux –, mais la volonté de trouver des solutions vacille.

Et pourtant, c'est réalisable. Medicine Hat a annoncé dernièrement avoir pratiquement éradiqué l'itinérance dans son territoire.

Malheureusement, les municipalités ne reçoivent que huit cents sur chaque dollar de recettes fiscales, même si elles portent la plus grande part du fardeau du soin de ces sans-abris.

Des organismes du secteur privé essaient



de fournir leur part d'efforts, qui reste infime. D'un autre côté, des organismes religieux n'aident pas ceux en état d'ébriété ou les toxicomanes.

## Les Autochtones

Les commissions, études, comités parlementaires et rapports sans fin sur les problèmes des Autochtones s'accumulent, qu'ils portent sur le sort des enfants hors et dans les réserves, les nombreuses femmes disparues, le mal-logement ou la pénurie d'eau potable. D'ailleurs, tous ces rapports finissent aux oubliettes des archives.

Lorsque j'ai été nommée pour la première fois secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, j'ai lu tout ce que j'ai trouvé pour bien me préparer, notamment la Loi sur les Indiens. La lecture de ce dernier document m'ayant mise hors de moi, j'avais hâte d'assister à la séance d'information du Ministère. Une question me brûlait les lèvres : « Quel est le plan à long terme pour se débarrasser de ce document pernicieux et pour se mettre à traiter les Autochtones avec respect? »

Avec un regard de consternation, le personnel du Ministère m'a gentiment répondu, comme s'il s'adressait à une demeurée : « Nous ne faisons pas de plans à long terme ici, Madame Dobbie. »

## Pourquoi pas?

Apparemment, leur réponse repose sur le fait que les gouvernements et les priori-

tés ne cessent de changer. Elle reste inacceptable vu l'ampleur et l'importance des questions en jeu. Comme se fait-il que des questions d'humanité ne sont pas prioritaires? Tous les partis confirment pourtant leur caractère prioritaire. Pourquoi n'y a-t-il pas de consensus politique pour établir un plan à long terme collaboratif pour résoudre ces problèmes?

## Un groupe de travail

Voici ce que je propose : dans un esprit de leadership éclairé, on peut s'entendre pour charger un groupe de travail axé sur les résultats de se pencher sur la Loi sur les Indiens, la pauvreté chez les Autochtones ainsi que sur les conditions de vie hors et dans les réserves, notamment la disparition de femmes autochtones. Cette fois-ci, les « parties intéressées » – les Autochtones – et les représentants politiques de tous les ordres de gouvernement concernés seraient appelés à participer à la démarche.

On peut convenir d'adopter la même approche pour mettre fin à l'itinérance.

Les partis doivent mettre de côté leurs différends quant aux responsabilités administratives et s'entendre sur des modèles de financement et de pérennité.

## Pas une Candide

Je vois d'ici les gens lever les yeux au plafond. Sur quelle planète cette Candide vit-elle? Réfléchissons un peu : si ces problèmes revêtaient vraiment de l'importance et qu'ils étaient réellement prioritaires, on trouverait des solutions.

Il me semble qu'on ferait mieux de s'attaquer aux problèmes et de faire bouger les choses si on veut continuer à faire bonne figure – un pays animé d'un esprit de compassion, de bonté et de bienveillance dirigé par un nouveau chef aux « voies ensoleillées ».

Autrement, peu importe le nombre de réfugiés secourus, on reste des hypocrites, ce qu'on a prouvé à ce jour aux yeux des autres.

Mme Dorothy Dobbie a été la députée progressiste-conservatrice de la circonscription de Winnipeg Sud de 1988 à 1993.

# Forum des enseignantes et des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne

Harrison Lowman



*Le Président du Sénat s'adresse aux participants du Forum des enseignantes et des enseignants. Source : Parlement du Canada.*



*Les participants font une simulation d'un comité. Source : Parlement du Canada.*



*Divisés en petits groupes, les participants discutent de leurs idées et ressources avec d'autres enseignants des quatre coins du pays. Source : Parlement du Canada.*

Chaque automne, le Forum des enseignantes et des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne rassemble environ 70 enseignants de partout au pays pendant une semaine de formation intensive donnée par des spécialistes sur la Colline du Parlement.

Mis sur pied en 1996, le Forum est

coordonné par la Bibliothèque du Parlement et appuyé par les présidents du Sénat et de la Chambre. Il a pour but de fournir un programme d'immersion sans pareil à ceux qui donnent des cours sur la gouvernance et l'éducation civique. Après quoi, les participants transmettent à leurs élèves leurs précieuses connaissances à l'aide du matériel fourni.

L'ACEP accorde 10 bourses de 500 dollars aux enseignants autrement incapables de participer au Forum sans soutien financier. Les bourses portent le nom de deux défunts ex-parlementaires, soit MM. Jack Ellis et Benoît Sauvageau.

En raison des dernières élections, la semaine de formation se déroulera du 21 au 26 février.

# Nouvelles des anciens

Hayley Chazan, Scott Hitchcox et Harrison Lowman

**L'hon. Yoine Goldstein**

(sénateur libéral de 2005 à 2009)

**Q. : Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à la politique?**

Pour dire la vérité, je ne me suis jamais intéressé de très près à la politique. J'ai appuyé le Parti libéral sporadiquement. En fait, mon intérêt est né de façon bizarre : j'ai été engagé par le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce pour l'aider dans le cadre d'un rapport sur la faillite et l'insolvabilité, qui sont précisément mes domaines de spécialisation dans ma pratique du droit.

Quand j'ai vu le type de travail que l'on effectuait, cela a en quelque sorte éveillé mon intérêt à y contribuer. Et alors, ma femme m'a dit « Si tu veux faire quelque chose, au moins que ce soit en retour pour le Canada. Regarde tout ce que le pays a fait pour toi ». Et je me suis dit que c'était vrai, c'est bien ça que je devrais faire. J'ai donc assumé une importante diminution de revenu et j'ai servi mon pays pendant quatre ans et demi.

Ma femme Elaine est venue demeurer ici et est devenue la présidente de l'Association des conjoints des libéraux, passés et présents, appelée « le Club ».

**Q. : Comment s'est faite la transition entre votre vie de Montréal et celle d'Ottawa?**

Totalement sans difficulté, car j'étais habitué à être dans cette Chambre et à comparaître devant le Comité bien avant ma nomination. J'y étais très actif avant même mon arrivée et j'ai décidé de devenir sénateur à temps plein.

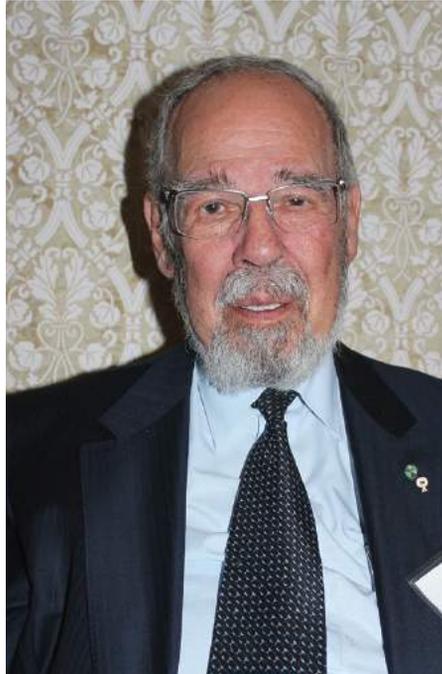
**Q. : Et comment s'est passé le départ du Sénat?**

Retourner à la pratique du droit a été plus difficile que de quitter le droit pour entrer au Sénat.

J'ai aimé être au Sénat. J'appréciais la compagnie de certaines personnes très brillantes qui s'y trouvaient. Je me réjouissais de la qualité du travail accompli aux comités et les rapports qui en résultaient, dont certains ont été retentissants.

**Q. : Y a-t-il un travail dont vous êtes particulièrement fier?**

Le rapport que j'ai préféré a été celui où j'ai participé de plus près : le rapport sur les faillites, intitulé Les débiteurs et les créanciers doivent se partager le fardeau, dans les années 2000. Il faisait suite à une en-



L'hon. Yoine Goldstein. Photo : Harrison Lowman.

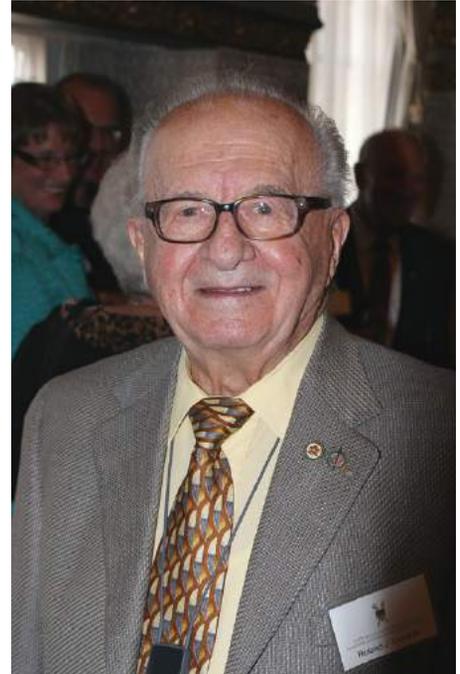
quête sur l'utilisation des cartes de crédit et l'abus sporadique des compagnies de cartes de crédit qui étaient incapables de détecter les abus et d'y réagir de façon efficace. Certaines limites ont été imposées par suite de l'enquête du Sénat. Et après mon départ du Sénat, une autre enquête que nous avons faite a donné lieu à des modifications à la loi sur le blanchiment d'argent.

**Q. : Quelles différences y a-t-il entre les comités du Sénat et ceux de la Chambre des communes?**

Les comités de la Chambre des communes sont devenus, depuis un certain nombre d'années, extrêmement partisans et on y fait peu. Le Sénat a heureusement échappé à cette partisanerie dans ses comités. Certes, à la Chambre même, c'est partisan, mais dans les comités, pas vraiment. Et c'est précisément là que se fait la majeure partie du travail depuis des dizaines et des dizaines d'années.

**Q. : À quelles activités participez-vous maintenant?**

Je pratique le droit à temps plein. Elaine, elle, est grand-mère à temps plein. Nous venons d'avoir un nouveau petit-fils à Washington et nous allons le voir fréquemment. Il va bien finir par nous reconnaître!



Roland Comtois. Photo : Harrison Lowman.

**Roland Comtois**

(député libéral de 1965 à 1976 et de 1977 à 1984,

gagnant du prix de reconnaissance pour services exceptionnels)

**Q. : Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à la politique?**

C'est arrivé par accident. Je me suis d'abord lancé en politique provinciale parce que j'étais le cofondateur d'un hôpital. Un député de l'Assemblée nationale du Québec de l'époque ne voulait pas que l'hôpital soit à Repentigny, mais bien à L'Assomption. Alors je me suis dit qu'on allait se débarrasser de lui et j'ai posé ma candidature... et j'ai perdu. Mais j'ai appuyé le candidat qui a été élu.

Puisque j'avais fait campagne au provincial, tout le monde m'a dit, au moment de l'élection fédérale, que je devrais me porter candidat au fédéral. C'est ce que j'ai fait en 1962 et j'ai été défait. De nouveau en 1963 et j'ai été défait encore une fois. J'ai recommencé en 1965 et à la dernière minute, le député en poste a dû démissionner par suite de son implication dans un scandale. J'ai donc été élu en 1965 dans la circonscription Joliette-L'Assomption-Montcalm. Le soir de l'élection, j'ai été le dernier à être

« Les comités de la Chambre des communes sont devenus, depuis un certain nombre d'années, extrêmement partisans et on y fait peu. »

(L'hon. Yoine Goldstein)

déclaré vainqueur à la télévision dans tout le Canada! La circonscription avait changé de camp sept fois au cours de la soirée!

**Q. : Qu'est-ce que vous avez le plus aimé en politique fédérale?**

J'ai convaincu Trudeau d'augmenter les salaires et le fonds de pension des députés. J'ai participé fort activement à la création du nouvel aéroport en banlieue de Montréal, l'aéroport international de Mirabel. J'avais un rôle à jouer dans le changement du système de communication. Dans ma circonscription, pour téléphoner, les gens devaient utiliser quatre indicatifs différents et devaient souvent faire des interurbains. Avec l'aide d'un de mes amis chez Bell Canada, nous avons changé ça et nous avons créé un indicatif régional. Cette façon de faire s'est répandue rapidement partout au Canada.

**Q. : Que pensez-vous de la politique au Québec de nos jours?**

Un désastre! Mais la prochaine fois, les gens devront choisir entre le Québec et le Canada, et je suis sûr qu'ils vont choisir le Canada. Non pas que je méprise M. Péladeau, mais les gens veulent tout simplement rester au sein du Canada. J'en suis convaincu. Quand on profite d'un avantage, on ne s'en défait pas, on le garde.

**Q. : Qu'avez-vous fait après votre carrière politique?**

Après 20 ans de service, je me suis dit que 20 ans, c'était peut-être trop long! Puisque j'étais ingénieur, il aurait fallu que je retourne à l'université pour pouvoir pratiquer de nouveau. Alors j'ai décidé d'être gestionnaire de projets et c'est ce que j'ai fait pendant de nombreuses années, jusqu'à ce que je prenne ma retraite parce que ma femme était malade.

**Q. : Qu'est-ce que ça vous fait lorsque vous retournez à la Chambre?**

Oh, cela réveille de bons souvenirs! Et je revois de vieux amis. Cela me rajeunit. La vie après le Parlement n'est pas si mal, vous savez, mais il faut savoir quoi en faire, par exemple.

**Q. : Et qu'en avez-vous fait, dernièrement?**

Ma femme est décédée l'année dernière, mais ainsi va la vie! Et je me débrouille plutôt bien. J'ai quatre enfants, deux filles et deux garçons, qui veillent sur moi. Une de mes filles vit à Ottawa alors je peux fac-



L'hon. Jack Murta. Photo fournie.

ilement venir lui rendre visite.

Sinon, je fais la cuisine, car je suis un bon cordon bleu. J'aime préparer des soupes, du bœuf bourguignon, des pâtes avec du homard... En fait, je peux préparer tout ce que je veux!

**L'honorable Jack Murta**  
(député progressiste conservateur de 1970 à 1988)

**Q. : Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté le Parlement?**

Plein de choses! Je suis retourné au Manitoba dès mon départ à la retraite, en 1988, et j'ai été six ans commissaire pour la Commission canadienne des grains, organisme de réglementation qui exécute la pesée et le classement des grains canadiens vendus dans le monde entier. En 1996, je suis déménagé en Ontario et j'ai dirigé une entreprise agricole qui a des terres en Lettonie, en Lituanie, en Alberta et en Ontario. Elle possède aussi la Pelec Island Winery. En 2001, on m'a demandé de surveiller l'exploitation de l'Orchestre symphonique de Toronto pendant un an. J'ai ensuite travaillé à des fins de restructuration pour les compagnies La Baie d'Hudson et Ford Motor.

En 2004, j'ai décidé de retourner à Ottawa où j'ai accepté le rôle de surveillance et d'organisation du petit-déjeuner-prière parlementaire hebdomadaire et du petit-déjeuner-prière national annuel, qui se tiennent sur la Colline du Parlement. Le petit-déjeuner-prière est aussi relié à d'autres petits-déjeuners-prières offerts dans d'autres villes du pays.

Je me suis aussi impliqué auprès de la Ottawa mission, un refuge pour itinérants qui offre un repas à 1 300 personnes par jour. Avec l'aide de ses 110 employés, la Mission offre des programmes de lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme, les services d'une clinique dentaire, d'une clinique de soins de santé, et elle peut loger quelque 300 personnes, la nuit. J'ai déjà été président de l'organisme et aussi directeur général pendant six mois.

On m'a récemment demandé de devenir le coordonnateur national de Christian Meditation au Canada. Cet organisme compte 300 groupes de méditation dans tout le pays.

**Q. : Votre agenda chargé vous laisse-t-il le temps d'avoir des loisirs?**

Je cours. J'ai fait 40 marathons depuis 1985. Je cours quatre jours par semaine et mes genoux et mes hanches suivent encore bien, heureusement. Je fais du ski de fond aussi, mais c'est vraiment à la course que je consacre la majeure partie de mon temps et de mon intérêt, en ce qui a trait aux activités sportives.

**Q. : Avez-vous conservé des liens avec votre circonscription?**

Non, pas vraiment. J'ai une sœur à Edmonton et, bien sûr, plusieurs amis à Winnipeg. Nous avons vendu notre ferme qui était située juste à l'extérieur de Winnipeg en 1996. Je viens d'une petite ville du Manitoba, et j'essaie de retourner m'y retremper une ou deux fois par année. J'éprouve encore de la passion pour le secteur agricole.

**Q. : Comment compareriez-vous la vie après le Parlement avec celle sur la Colline?**

Je crois que c'est après le Parlement et la politique que s'est passée la partie la plus importante de ma vie. Et elle s'est passée surtout dans les douze dernières années, depuis que je suis revenu à Ottawa. J'aime énormément la politique non

« Je crois que c'est après le Parlement et la politique que s'est passée la partie la plus importante de ma vie. Et elle s'est passée surtout dans les douze dernières années, depuis que je suis revenu à Ottawa. J'aime énormément la politique non partisane et ce que je fais maintenant me permet de rencontrer des députés de tous les partis sur la Colline du Parlement dans une atmosphère non partisane. »  
(Jack Murta)

partisane et ce que je fais maintenant me permet de rencontrer des députés de tous les partis sur la Colline du Parlement dans une atmosphère non partisane. Le petit-déjeuner-prière consiste précisément à tisser des liens entre les gens. Il vise à amener les députés à se connaître d'une façon plus personnelle, pas seulement dans un contexte politique. Le but ultime est de contribuer à accroître les qualités et la compréhension des parlementaires et, au bout du compte, à renforcer l'efficacité de la démocratie.

La Ottawa Mission m'a aidé à travailler de manière efficace et importante auprès des démunis et j'y ai gagné en compassion dans ma vie.

Si je jette un regard vers le passé, ce sont les douze dernières années qui ont été les plus fructueuses et les plus gratifiantes de toute ma vie.

**L'hon. Deborah Grey**  
(députée réformiste de 1989 à 2000; députée de l'Alliance canadienne, en 2001, et de 2002 à 2003; Caucus démocratique représentatif, de 2001 à 2002; députée conservatrice de 2003 à 2004)

**Q. Quelles ont été vos activités depuis votre départ du Parlement?**

Cela fait déjà 11 ans déjà que je suis partie. J'ai quitté la politique de mon propre gré aux élections de juin 2004, après 15 ans et demi. J'ai fait quatre mandats et c'était merveilleux, j'ai beaucoup aimé cette période.

Depuis ce temps, j'ai donné quelques conférences au National Speakers Bureau et j'ai eu l'honneur de recevoir l'Ordre du Canada en 2007. Je me vois encore recevoir l'appel du bureau du gouverneur général chez Tim Horton où je prenais un café avec une amie. J'ai d'abord cru que c'était un collègue de la Colline qui me jouait un tour, mais la dame au bout du fil m'a confirmé que mon nom avait été suggéré et m'a demandé si j'accepterais cet honneur. J'ai simplement répondu dans un éclat de rire : « Qui est-ce? »

En 2013, j'ai commencé à travailler au



*L'hon. Deborah Grey et son mari Lew avec leurs motos. Photo fournie.*

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, le groupe qui surveille les opérations du SCRS pour s'assurer de leur conformité à la loi. J'ai fait ça deux ans et cela a été une expérience formidable. Les gens avec qui je travaillais étaient extraordinaires et j'ai appris plein de choses. Je viens tout juste de terminer ce travail, ce printemps.

Il y a un certain temps, j'ai reçu l'appel d'une jeune femme que j'ai déjà gardée quand elle était enfant, et qui travaille pour Immigration Canada. Il y avait des cérémonies de citoyenneté à Nanaimo et ils n'avaient pas de juge de la citoyenneté. Alors ils cherchaient une personne décorée de l'Ordre du Canada pour jouer ce rôle. Elle m'a demandé si j'acceptais de les dépanner. C'était un tel honneur et, de plus, c'est réellement excitant d'assermenter de nouveaux Canadiens.

**Q. : Est-ce que vous faites encore de la moto? Qu'est-ce que vous aimez le plus dans cette activité?**

Oh que oui, j'en fais encore! Cela fait maintenant 48 ans que j'en fais. Mon mari, Lew, et moi avons des Valkyries de Honda assorties. J'aime l'odeur de l'air extérieur et la sensation que cela crée dans ma figure. L'un des cinq meilleurs circuits de motos au Canada est la traversée de l'île de Vancouver jusqu'à Tofino. Cette route est à environ deux heures et demie de notre maison et c'est l'une des plus venteuses du pays. Elle est tout simplement magnifique. Nous adorons rouler à cet endroit. Il y a de très beaux endroits sur l'île.

**Q. : Comment c'était d'être la première cheffe de l'Opposition officielle?**

Très intéressant! Je n'ai jamais rêvé d'avoir un poste de prestige; moi, ce que je préfère, c'est jouer en équipe! On venait tout juste de constituer l'Alliance canadienne, j'ai donc été la cheffe intérimaire six mois avant la nomination de Stockwell Day. Cela a été une occasion remarquable. Dans le cadre de la course à la chefferie, mon rôle le plus important a été de maintenir la solidarité du caucus.

**Q. : Quel conseil donneriez-vous à Rona Ambrose, l'actuelle cheffe intérimaire des conservateurs, qui représentent maintenant l'Opposition officielle?**

Garder sa bonne humeur, ne pas oublier de dormir et stimuler l'esprit d'équipe. Elle fait déjà un excellent travail et je ne doute pas qu'elle va poursuivre sur cette voie. J'ai rencontré Rona au moment de sa première campagne électorale et c'était merveilleux, parce qu'elle m'a invitée à prononcer une allocution à l'un de ses petits-déjeuners. Bien sûr, j'ai accepté avec joie. Je me souviens de sa grande nervosité... elle ne savait pas quoi dire ni comment le dire. Je l'ai serrée dans mes bras et lui ait dit « Rona, laisse juste parler ton cœur, ça va bien aller ». Effectivement, elle a fait un magnifique discours... et la voilà ministre et, maintenant, cheffe intérimaire de l'Opposition officielle!

**Q. : Qu'est-ce que vous manque le plus de la politique?**

De rencontrer de nouvelles personnes. J'adore faire ça tout le temps. Une autre chose dont je m'ennuie, c'est de servir des causes et d'aider les gens. Lorsqu'un de mes électeurs avait un problème et ne savait vers qui se tourner, j'étais toujours là pour prêter main-forte. Je m'ennuie de mes amis d'Ottawa. Je connais encore des gardes de sécurité et j'aime faire des visites avec tout le monde. Lorsque je vais à Ottawa, ce qui se produit de plus en plus rarement, j'aime me promener sur la Colline ou aller dans les divers cafés, juste pour saluer les gens. Je suis toujours étonnée que les gens me reconnaissent encore dans la rue. J'ai été véritablement privilégiée et je ne regrette

« Je crois que la plupart des députés ont la naïveté de se croire indispensables, d'une certaine façon, au système politique et de penser qu'un jour, ils vont y retourner. » (Alex Shepherd)



Alex Shepherd et sa femme Carol. Photo fournie.

pas une seule minute passée en Chambre.

Alex Shepherd

(député libéral, de 1993 à 2004)

**Q. : Quelles ont été vos activités depuis votre départ du Parlement?**

Je déteste le mot retraite parce les gens sont portés à avoir la vision de quelqu'un assis dans sa chaise berçante sur la galerie (remarquez que j'ai effectivement une chaise berçante et une galerie!). Ma femme, Carol, et moi passons nos étés dans une île que nous possédons à Muskoka et les derniers hivers, nous les avons passés dans notre propriété au Costa Rica. Nous vivons encore à Durham et, oui, nous n'avons pas pu nous empêcher de nous impliquer dans les dernières élections.

Nous aimons beaucoup voyager et à l'automne 2015, nous avons poussé l'aventure jusqu'au Myanmar. C'était étrange pour nous, partis du Canada juste avant les élections (mais après avoir voté) de constater que le Myanmar vivait sa première élection réellement démocratique sans affiches ni annonces publicitaires à la télévision. Nous avons vite découvert qu'il était illégal d'accorder tout appui à la représentante de l'opposition Aung San Suu Kyi, car elle était mariée avec un étranger et avait des enfants de cet homme, ce qui l'a empêchée d'accéder à la présidence, soi-disant pour des raisons

constitutionnelles. Mon guide, un ancien moine qui avait pris part aux protestations en Thaïlande, m'a dit que le simple fait de soutenir la Ligue nationale pour la démocratie me vaudrait probablement d'être expulsé de tout édifice gouvernemental. Nous avons, bien sûr, donné quand même notre appui et les résultats de l'élection ont été super!

À titre d'ancien comptable agréé, je fais encore quelques travaux de comptabilité et je prépare les déclarations de revenus, uniquement pour la famille et toujours à titre gracieux. J'ai commencé à faire du tournage de bois; c'est une activité que je trouve très gratifiante, car on peut la faire seule tout en apprenant un tas de choses sur les différents types de bois, comme les essences tropicales du Costa Rica.

**Q. : Quelles sont les leçons ou les réalisations dont vous vous souvenez de votre carrière de député?**

J'ai fait modifier différents textes législatifs, particulièrement pour la Banque du développement du Canada, qui agit comme prêteur aux petites entreprises qui pourraient éprouver des problèmes à recevoir du financement bancaire traditionnel. Ces banques sont réparties dans tout le pays et je crois que les modifications que j'ai appuyées facilitent la tâche aux petites entreprises qui doivent se conformer aux

exigences de la banque. La plupart des gens ont oublié ça, mais c'était important pour moi. J'ai aussi travaillé fort pour alléger le fardeau, qui ressemblait à de la double imposition, des Canadiens qui recevaient de la sécurité sociale des États-Unis à l'époque. J'aime croire que mon intervention a contribué à corriger la situation, bien que depuis ce temps, l'IRS se soit faite toujours plus intrusive dans la vie des Canadiens.

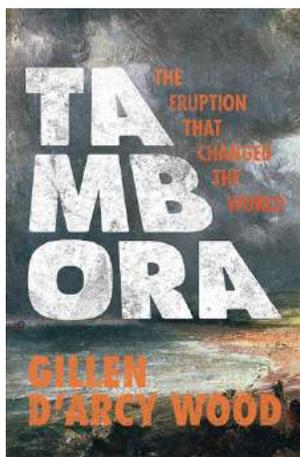
Quant aux leçons apprises, je crois que la plupart des députés ont la naïveté de se croire indispensables, d'une certaine façon, au système politique et de penser qu'un jour, ils vont y retourner. Je crois que c'est l'énergie déployée sur la Colline qui crée ce sentiment.

Quand je suis arrivé au Parlement, un haut fonctionnaire m'a dit « personne ne peut faire avancer les choses ici ». C'est un peu vrai, sauf le Cabinet du premier ministre. Je venais du milieu de l'économie et des affaires et j'ai tout fait pour seconder le ministre des Finances d'alors, Paul Martin. Ils étaient nombreux dans notre caucus à ne pas comprendre la gravité de nos problèmes économiques au début des années 90. Plus tard, M. Martin a salué ma contribution dans une vidéo. J'en ai été touché, mais, bien sûr, j'ai surtout été réjoui de voir notre situation fiscale se redresser.

**Q. : Avez-vous décidé de quitter le monde de la politique canadienne pour une raison particulière?**

Je ne me suis pas présenté aux élections de 2004, après trois victoires et, donc, trois mandats de 1993 à 2004.

À bien y penser, j'ai décidé de ne pas poser ma candidature en 2004 pour quelques raisons. D'abord, mon ouïe se dégradait rapidement. Bon nombre de collègues pourraient vous conter toutes sortes d'histoires à ce propos... comme la fois que la GRC m'a pris à part en pleine réunion de caucus parce qu'ils croyaient que je transmettais des signaux à l'extérieur de la salle. Finalement, c'est le système FM de mon appareil auditif qui faisait ça. Cela a été très drôle quand on a finalement découvert la case de ces signaux, mais sur le moment, le président du caucus pensait que nous étions espionnés. Depuis ce temps, j'ai reçu un implant cochléaire et mon ouïe s'est rétablie... le tout grâce à notre système de santé universel, permettez-moi de le souligner!



# Tambora : preuve des changements climatiques soudains

L'hon. Peter Adams

**Tambora: The Eruption That Changed the World**, de Gillen D'Arcy Wood, Princeton University Press, États Unis, 27 avril 2014, 312 p., ISBN 978-06911543.

Les parlements du monde débattent des changements climatiques depuis des dizaines d'années. Désormais, on s'entend de plus en plus pour dire qu'il se passe bel et bien quelque chose. On assiste à un réchauffement général accompagné d'étonnants changements aux situations météorologiques partout sur la Terre. Les gens se consolent du fait que les changements se font sentir progressivement et font fi des gens prétendant qu'ils peuvent aussi se produire du jour au lendemain.

L'ouvrage raconte un singulier événement aux répercussions si considérables qu'il a changé le climat de la planète pendant un peu plus de 200 ans. Il n'aura fallu qu'une éruption volcanique.

L'auteur, M. Gillen D'Arcy Wood, fait valoir que les effets de cette éruption en Indonésie ont changé à jamais la manière dont nous entendons les changements climatiques, le rôle des pôles, la période glaciaire (expression datant de cette époque) et les corrélations entre le climat et les épidémies. D'entrée de jeu, il insiste sur le fait que l'explosion volcanique doit être assez puissante pour projeter ses cendres et poussières dans la stratosphère et se produire dans les tropiques afin de provoquer autant d'effets sur toute la planète.

## Chroniques sur le magma

La plus célèbre éruption volcanique tropicale est survenue en 1883, à Krakatoa, maintenant une île en Indonésie. Pour son ouvrage Krakatoa : 27 août 1883, le jour où la Terre explosa, publié en 2005, M. Simon Winchester se fonde sur les câbles télégraphiques de l'époque pour décrire les effets planétaires, dont des couchers de soleil spectaculaires à Toronto.

Quelque 68 ans auparavant, pas très loin de

Krakatoa, le mont Tambora a fait éruption, expulsant un panache de cendres et d'aérosols sulfureux. En 1815, le réseau des communications ne s'étendait pas à l'échelle de la planète. Ce n'est pas avant qu'on procède à l'analyse des noyaux de glace des glaciers au XXe siècle, qu'on a pu mesurer toute l'envergure de l'éruption du mont Tambora. Les effets de celle-ci sont, de loin, plus vastes que ceux de son cousin, le Krakatoa. Pendant trois ans, le monde entier a connu des conditions météorologiques extraordinaires, qu'il s'agisse du gel destructeur des récoltes, la sécheresse, les pluies diluviennes et le comportement de la glace. Nombreux sont ceux qui ont décrit 1816 « l'année sans été ». D'ailleurs en Nouvelle Angleterre, on l'appelait « Eighteen-Hundred-and-Froze-to-Death » (mille-huit-cents-gelés-jusqu'aux-os), tandis qu'en Allemagne, 1817 était « l'année du mendiant ».

## Effets d'entraînement

L'ouvrage fait fond sur la science et les observations de l'époque ainsi que sur la littérature, dont la poésie, et d'autres formes d'arts. Pour décrire les horreurs de la disette en Chine causée par l'éruption, M. Wood se sert des observations faites par des voyageurs européens, des archives des services météorologiques de la Chine ancienne et de la poésie d'alors. Il raconte en particulier celles dans la province de Yunnan, qui était la corne d'abondance du pays, où des millions de personnes manquaient de vivres. Après une récolte de riz complètement détruite, le Yunnan a adopté la culture de pavot pour devenir un important producteur d'opium.

De même, en regardant de plus près « l'autre famine irlandaise » (1815 et 1816), il met en exergue la tragédie humaine provoquée par une catastrophe géophysique à l'aide des données sur les conditions météorologiques locales, du hansom du Parlement britannique et des écrits du poète John Keats. Il avance d'ailleurs que cette période en Irlande s'est vécue aussi dévastatrice que la Grande Famine

des années 1840.

L'auteur établit des rapports entre les changements climatiques et la propagation de maladies, en particulier la pandémie de choléra. Cet exercice, soutient l'auteur, a alimenté la réflexion sur le climat, l'hygiène collective et le rôle du gouvernement dans la santé publique.

## Conséquences en Amérique du Nord

Le chapitre sur Tambora et l'Amérique du Nord vaut vraiment la peine d'être lu. La côte Est du continent a été particulièrement frappée par des années sans été, les agricultures de subsistance étant ravagées notamment en Nouvelle Angleterre. Les mauvaises récoltes ont poussé la population à se déplacer vers l'ouest du continent moins touché.

Avant Tambora, Ben Franklin et ses contemporains souscrivaient à une conception des changements climatiques d'origine anthropique où la déforestation et le développement de l'agriculture réchaufferaient le climat continental, un avantage pour les Américains. En raison des années « Tambora », on a repensé les véritables déterminants du climat et les interactions complexes de l'humain avec ceux-ci.

## Effets de refroidissement

Les actions d'aujourd'hui influent sur la circulation atmosphérique et océanique. En outre, elles créent des situations météorologiques étranges et des régions froides pendant le réchauffement général de la Terre. Tout comme de nos jours, l'éruption du Tambora a contribué au refroidissement général. M. Wood explique comment le refroidissement prononcé de la surface de l'océan Atlantique et les courants sous-marins ont transformé le Grand convoyeur, qui transporte la chaleur jusqu'à l'Arctique. Les eaux nordiques se sont réchauffées, et des icebergs se sont formés plus que d'habitude dans l'Atlantique. De façon semblable, les changements dans ce même océan ont ouvert le passage du Nord Ouest et aminci le manteau de glace dans l'océan Arctique.

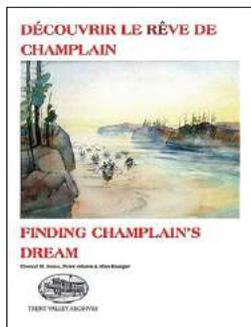
« L'ouvrage raconte un singulier événement aux répercussions si considérables qu'il a changé le climat de la planète pendant un peu plus de 200 ans. Il n'aura fallu qu'une éruption volcanique. »

« L'ouvrage raconte un singulier événement aux répercussions si considérables qu'il a changé le climat de la planète pendant un peu plus de 200 ans. Il n'aura fallu qu'une éruption volcanique. »

En 1817, le baleinier William Scoresby rapportait qu'il n'y avait plus de glace à partir de la mer du Groenland (aucune baleine à l'horizon!). La Grande-Bretagne a appris la nouvelle au moment où la Royal Navy réduisait ses troupes à l'issue des guerres napoléoniennes. Le passage du Nord Ouest a suscité un regain d'intérêt en tant que route vers l'Orient. Les expéditions entreprises par les explorateurs Ross et Buchan en 1818 représentaient les premiers des innombrables efforts de la Royal Navy, jusqu'à l'expédition Franklin des années 1840 et au-delà. Malheureusement pour eux, les effets du Tambora ont connu cette année-là une fin aussi soudaine que leur début, et le passage du Nord Ouest s'est rempli à nouveau de glace. Il aura fallu trois ans pour que les cendres volcaniques disparaissent de l'atmosphère. La perspective d'un passage du Nord Ouest et la possibilité d'un océan Arctique, tous deux libre de glace en 1817, ont stimulé l'exploration de cette région du Canada au XIXe siècle.

Dans *Tambora: The Eruption That Changed the World*, l'auteur Gillen D'Arcy Wood fait un constat important : le réchauffement actuel de la planète ne se réduit pas à la période où les matières projetées par le volcan restent dans l'atmosphère. Il considère son livre comme une « mise en garde ». Il ajoute ceci : « Si un événement qui a changé le climat pendant trois ans au début du XIXe siècle a eu autant d'effets dévastateurs et la capacité de façonner l'activité humaine dans la mesure décrite dans mon ouvrage, les répercussions des changements climatiques étalés sur plusieurs décennies seront carrément catastrophiques. »

L'hon. Peter Adams a été député libéral dans la circonscription de Peterborough de 1993 à 2006.



**Découvrir le rêve de Champlain : Champlain, les Premières Nations et la culture francophone à Peterborough et aux lacs Kawartha.** Elwood Jones, Peter Adams et Alan Brunger. Trent Valley Archives; août 2015, Canada. 96 pages.

**D**écouvrir le rêve de Champlain constitue une façon exceptionnelle de célébrer le 400e anniversaire de la présence de Champlain dans la région de Peterborough. Cette collection regroupant des publications antérieures comme des œuvres originales présente un certain nombre de points de vue sur les deux voyages de Champlain dans la région de Peterborough et des lacs Kawartha en 1615.

Ce sont les Trent Valley Archives qui ont lancé et mené ce projet de commémoration. Cet organisme, qui n'a de cesse depuis 1989 d'œuvrer pour la cause de la préservation, de l'identification et du traitement des archives, abrite actuellement 1 000 pieds cubes de documents sur des personnes, des événements et des lieux reliés à Trent Valley. Situé dans le canton de Selwyn, il exécute un travail remarquable visant à immortaliser l'histoire de Peterborough et de son comté.

Le projet a été dirigé en partie par notre ancien collègue Peter Adams, qui a été député tant à l'Assemblée législative de l'Ontario, de 1987 à 1990, qu'au Parlement, de 1993 jusqu'à sa retraite en 2006. Dans le cadre de ce projet, Peter a puisé dans ses vastes compétences d'universitaire au département de géographie et de coordonnateur du programme de recherche et d'études nordiques à l'Université Trent à Peterborough, dont il est maintenant professeur émérite.

Son collègue de l'Université Trent, Alan Brunger, et Elwood H. Jones, archiviste aux Trent Valley Archives se sont joints à Peter pour mener à bien le projet.

## Un ancien député marche dans les pas de Champlain à Peterborough et aux lacs Kawartha

L'hon. Andy Mitchell

D'une lecture fascinante, ce livre soumet de nombreuses perspectives sur la vie de Samuel de Champlain, tout en insistant particulièrement sur ses visites dans la région de Peterborough au début du XVIIe siècle. De multiples illustrations et reproductions de cartes géographiques du temps éclaircissent les propos et enjolivent le livre.

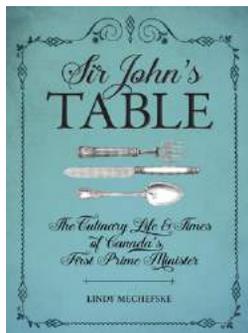
L'œuvre s'axe autour d'un certain nombre de thèmes découlant du voyage de Champlain dans la région. Mentionnons à titre d'exemple l'étude des origines du français en Ontario ainsi que l'histoire des Autochtones de la région ainsi que, de façon plus large, les premiers contacts entre les Premières Nations et les colons français.

Comme résidant de la région, j'ai été particulièrement ébloui par les divers essais qui ont étudié l'héritage de Champlain en nos lieux : le lien avec l'Université Trent, la bataille de Nogojiwanong et les recherches sur Champlain entreprises par le défunt Leslie Frost. C'est ainsi que cet ancien premier ministre de l'Ontario a ajouté son grain de sel sur l'itinéraire potentiellement emprunté par l'explorateur dans la région.

Découvrir le rêve de Champlain se compose d'une série d'essais tous aussi intéressants et riches d'information les uns que les autres, dans laquelle le lecteur trouvera grand plaisir. Et quelle belle façon de célébrer le 400e anniversaire du voyage de Champlain en nos terres!

Comme résidant, je ne peux que remercier chaleureusement les professeurs Adams et Brunger ainsi que l'archiviste Jones pour cette publication sur un pan de notre histoire locale qui constitue aussi une partie importante de notre patrimoine national.

L'hon. Andy Mitchell a été député libéral de la circonscription Parry Sound-Muskoka de 1993 à 2006. Il a également assumé la présidence de l'ACEP.



# Une lecture savoureuse

Incursion dans les habitudes culinaires et l'époque de sir John A. Macdonald

Hayley Chazan

**Sir John's Table: The Culinary Life and Times of Canada's First Prime Minister**, de Lindy Mechefske, éditions Goose Lane, 1er septembre 2015, Canada, 232 p., ISBN 978-0-86492-881.

Sir John's Table: The Culinary Life and Times of Canada's First prime minister suit une recette : trois parts de biographie, deux parts de chronologie de l'histoire canadienne et une part d'exploration des habitudes culinaires des premiers colons écossais au Canada. L'ouvrage écrit par Mme Lindy Mechefske est une rétrospective exceptionnelle, quoique brève, des premiers temps au Canada.

Ce qui distingue ce livre des autres ouvrages sur sir Macdonald et les débuts de l'histoire du Canada, c'est qu'à la fin de tous les chapitres, l'auteure établit des corollaires entre les événements et l'alimentation, plus particulièrement les collations savourées par sir Macdonald aux diverses étapes de sa vie. Chaque chapitre comprend aussi une recette tirée des livres de cuisine du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans chacun des 21 courts chapitres, Mme Mechefske aborde une période de la vie de sir Macdonald. À l'exemple de nombreux auteurs de biographies historiques, elle en donne un aperçu des événements remarquables grâce à des anecdotes et l'enrichit avec des faits historiques notables.

## Sir Macdonald ne mangeait probablement pas du McDonald

La vie du premier premier ministre était extrêmement chargée et trépidante dès le tout début. Petit garçon, sa famille et lui ont immigré, traversant l'océan Atlantique pour arriver à Québec. Après un long périple à travers le Québec, ils sont passés par la ville maintenant appelée Ottawa, pour s'établir finalement à Kingston.

Sa vie adulte n'est pas en reste — il est devenu avocat avant même d'avoir terminé ses études en droit, et ses escapades politiques sont bien connues.

## Sandwiches Victoria

**Ingrédients :** 4 œufs; leur poids en sucre, en beurre et en farine; ¼ de cuillère de sel; une couche de confiture ou de marmelade.

**Préparation :** Battre le beurre en crème. Incorporer la farine et le sucre. Bien mélanger. Ajouter les œufs préalablement fouettés.

Après avoir bien mélangé le tout, verser le mélange dans un moule pour un Yorkshire pudding. Cuire à température moyenne pendant 20 min, puis laisser refroidir. Couper en deux le gâteau sur la longueur. Appliquer une couche de confiture ou de marmelade sur le côté intérieur de la moitié supérieure du gâteau. Déposer cette moitié sur l'autre. Appuyer légèrement sur le gâteau, et le couper en morceaux de la longueur d'un doigt. Les empiler dans une assiette de verre en les entrecroisant. Servir.

**Temps :** 20 min, coût moyen de 1 shilling et 3 pences, 5 à 6 portions. Peut être servi en toute occasion.

Les réserves d'énergie phénoménales de cet homme tirent peut-être leur source de son alimentation. Parmi les aliments de base de l'époque figurent les légumes frais, le blé entier ainsi que le gibier et le poisson le plus sauvage possible. Comparativement aux aliments très transformés et salés d'aujourd'hui, il n'est pas étonnant que sir Macdonald ait pu accomplir autant de choses.

Il serait intéressant de comparer les habitudes alimentaires des premiers hommes d'État avec celles des parlementaires d'aujourd'hui. Avant même la confédération, sir Macdonald devait faire un long voyage en carrosse de Kingston pour se rendre au Parlement à Montréal. Il devait donc manger fréquemment des repas préparés dans des tavernes sur le chemin. De nos jours, les députés sont souvent forcés d'avaler du poulet caoutchouteux ou un

sandwich « petit-déjeuner » bien salé de Tim Hortons lorsqu'ils travaillent.

Mme Mechefske ne craint pas d'aborder les moments sombres de sir Macdonald, notamment son alcoolisme notoire qui semblerait l'avoir empêché d'accomplir encore plus de choses. En fait, sir Macdonald avait un fort penchant pour le vin, goût inhabituel pour l'époque.

L'alcool n'était pas son seul vice. Bien plus tard dans sa vie, il affectionnait les festins somptueux, surtout les desserts sucrés. Il a raffiné son palais en Angleterre, où il aimait se rendre pour côtoyer l'aristocratie.

Il a découvert l'une de ses recettes préférées lors d'un voyage à Londres : le sandwich Victoria. Mme Mechefske a inclus cette recette d'antan dans son livre. Il s'agit d'ailleurs d'un plat bien apprécié par la reine du même nom.

## Histoire digeste

Le livre n'offre rien d'inédit pour la plupart des élèves d'histoire canadienne, au moins pour ce qui est de l'information biographique. En fait, des écrivains canadiens réputés ont publié dernièrement d'ouvrages beaucoup plus exhaustifs sur le premier premier ministre.

Pour être juste envers l'auteure, je dois dire qu'elle ne tente pas de soumettre de nouveaux faits ou d'autres interprétations de l'histoire. Elle essaie de faire connaître au lecteur les styles culinaires de l'époque de sir Macdonald, et là, elle se montre à la hauteur.

En réalité, en adoptant cette approche originale, elle rend l'histoire du Canada un peu plus accessible pour ceux qui en connaissent peu sur la naissance du pays.

Si vous êtes à la recherche d'une biographie approfondie et touffue de sir John A. Macdonald, l'ouvrage vous laissera sur votre appétit. Reste qu'il s'agit d'une bonne lecture, surtout si vous voulez un bon sujet de conversation pour votre prochain dîner. Après tout, vous êtes à peu près certain que vos convives ne soient pas aussi versés dans les habitudes alimentaires du premier premier ministre du Canada que vous, après la lecture de Sir John's Table.

# Hommage à nos disparus

Harrison Lowman

## L'hon. Stewart McInnes

L'ex-député progressiste-conservateur, l'hon. Stewart McInnes est décédé à son domicile le 3 octobre 2015 d'une insuffisance cardiaque à l'âge de 78 ans. Fils de Donald et Betty, M. McInnes est né en juillet 1937 et a grandi à Halifax. Il a contracté la poliomyélite durant son enfance, qui l'a paralysé pendant six mois. Des années plus tard, il explique à quel point il s'est senti « chanceux » d'y avoir survécu ainsi qu'au cancer de la prostate par la suite.

M. McInnes est allé au collège Ashbury d'Ottawa, puis est retourné en Nouvelle-Écosse pour poursuivre ses études supérieures, notamment en droit, à l'Université Dalhousie. Il en a d'ailleurs été nommé ancien élève de l'année. Diplôme en mains, M. McInnes est embauché en 1962 par un cabinet d'avocats, qui s'appelle de nos jours McInnes Cooper. Ce cabinet a été fondé par son grand-père, et son propre père y a travaillé. M. McInnes a par ailleurs plaidé deux fois devant la Cour suprême du Canada.

Vingt-deux ans plus tard, M. McInnes s'est lancé en politique, représentant les électeurs de Halifax sous la bannière du Parti progressiste-conservateur. Par la suite, il est devenu ministre des Approvisionnement et des Services, puis ministre des Travaux publics ainsi que ministre responsable de la SCHL. En 1988, à la suite d'une défaite électorale, il retourne à l'exercice du droit, en particulier la médiation et l'arbitrage. Il a d'ailleurs refusé à deux reprises une nomination au Sénat.

De l'avis de l'ancien premier ministre Brian Mulroney, M. McInnes avait pris les commandes pour mettre sur pied le projet de construction du pont de la Confédération (entre le Nouveau Brunswick et l'Île du Prince Édouard), l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, l'Accord atlantique sur les ressources pétrolières et gazières situées au large des côtes ainsi que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États Unis.

« Il était devenu un conseiller très proche et un ami particulièrement estimé », a déclaré M. Mulroney.

Parmi les nombreux titres de M. McInnes, comptons la présidence de l'Association du Barreau canadien (Nouvelle Écosse), de la North British Society, de l'école pour les personnes aveugles à



L'hon. Stewart McInnes.



M. Moe Mantha.

Halifax et de l'Halifax Club, sans oublier la direction de la Chambre de commerce de Halifax, de la Société Parkinson des Maritimes ainsi que de l'Institut d'arbitrage et de médiation du Canada. Il a été membre du conseil d'administration de la Fondation Halifax et du groupe de travail du maire sur la drogue, en plus d'être négociateur en chef du gouvernement fédéral pour ce qui est des revendications des Autochtones des Maritimes et fiduciaire de l'église St. Matthews Church. Il a également présidé divers OSBL dans les Maritimes.

Concernant le secteur privé, M. McInnes a siégé au conseil de nombreuses entreprises, notamment Postes Canada, Keltic Mines et Defence Construction Ltd. Il s'est vu remettre la Médaille du jubilé et la Médaille du jubilé de diamant de la reine.

M. McInnes a toujours été un athlète : il excellait au squash, au hockey, au golf et au ski. Membre du Panthéon des sports de Dalhousie, il a été tour à tour joueur de tennis inscrit au classement provincial, entraîneur de football et capitaine de l'équipe de football de Dalhousie. Il a fait partie du conseil exécutif national du Trust olympique du Canada, sans compter qu'il a été directeur des Jeux d'été du Canada de 1984 et des Jeux panaméricains en fauteuil roulant. Il a en outre présidé la campagne de fonds de capitaux du club de gymnastique Alta.

Quand il ne dépensait pas son énergie sur les terrains de sport, les pentes, courts ou patinoires, M. McInnes se plaisait à jouer au bridge ou à jardiner dans son jardin d'un demi-hectare. Il était surtout connu pour ses magnifiques bulbes de tulipes printanières. En effet, il en possédait

plus de 16 000, dont certaines ont figuré dans des revues canadiennes.

« Figure très respectée et accomplie, M. McInnes est demeuré un membre incontournable du Parti progressiste conservateur de la Nouvelle Écosse jusqu'à son décès », a affirmé l'ancien ministre conservateur M. Peter MacKay, lui-même Néo-Écossais.

« Peu importe si vous étiez un partisan ou un adversaire politique, membre de la partie adverse dans une poursuite ou joueur de l'autre équipe au hockey, vous étiez son ami », a ajouté son ami et collègue de longue date, M. George Cooper.

« M. McInnes était un avocat chevronné, un politicien plein de compassion et un ami généreux, a conclu le chef du Parti progressiste-conservateur de la Nouvelle Écosse, M. Jamie Baille. Il nous manquera cruellement. »

Il laisse derrière lui son héritage et ses fleurs à son épouse aimante depuis 30 ans, Shirley, à leurs enfants, Donald, Janet, Ted, Sarah, et Constance, à leurs cinq petits-enfants et à divers neveux et nièces.

## Moe Mantha

L'ex-député du Parti progressiste-conservateur, M. Moe Mantha est décédé paisiblement à son domicile le 19 septembre 2015, à l'âge de 81 ans.

Né à North Bay, M. Mantha a fait ses premières armes en politique au niveau municipal. Il a été conseiller municipal de Sturgeon Falls, puis président du conseil de comté de Springer. On se souvient surtout de lui pour ses recommandations lorsque la municipalité de Nipissing Ouest a été regroupée.

Au début des années 1980, M. Mantha

a tenté l'aventure politique au niveau fédéral en se portant candidat pour le Parti progressiste-conservateur dans la circonscription de Nipissing en 1984. Il remporte cette élection et a servi pendant un mandat. Il est par contre défait en 1988.

« Lorsqu'il était notre député, il avait une approche pragmatique, a indiqué son ami Brian Lafleche. Il a aidé toute la région, North Bay et Sturgeon Falls. Il avait toujours le temps d'écouter nos préoccupations. Ensuite, il nous regardait et répondait qu'il savait ce qu'il avait à faire et le faisait. »

En se remémorant l'époque où il était titulaire de charge publique, la famille de M. Mantha se rappelle son dévouement envers ses concitoyens, qu'il s'agisse de ne jamais rater une activité communautaire ou de faire l'aller-retour entre chez lui et Ottawa en voiture pour ne pas dépenser l'argent des contribuables.

Amateur de sports, l'ancien parlementaire a joué au hockey dans la Ligue américaine, la ligue du Québec et la Ligue de l'Ouest avant de raccrocher ses patins en 1970. Son fils Moe Mantha Jr. a joué pendant 12 saisons dans la Ligue nationale de hockey et est entraîneur-chef et directeur général des French River Rapids dans la Ligue de hockey junior du Nord de l'Ontario. Son petit-fils Ryan a été choisi par les Rangers de New York lors du repêchage de la Ligue nationale de hockey en 2014.

M. Mantha était aussi un averse golfeur, créant le club de golf Laurentide, à Sturgeon Falls. Pour construire le parcours de golf, il a conduit un tracteur qui se trouvait dans une ferme lointaine jusqu'au centre-ville. À l'inauguration du club de golf, à peu près personne de cette municipalité ne savait pratiquer ce sport. De nos jours, le club est très couru.

« M. Mantha jouissait d'un grand respect à Nipissing Ouest, racontait la mairesse de la municipalité, Mme Joanne Savage. Il a exploité le club de golf pendant plus de 50 ans et il était toujours heureux de contribuer lors des campagnes de financement ou de commanditer des activités communautaires. Il a toujours été actif dans le hockey, encourageant les jeunes à réaliser leurs rêves. Il a aussi beaucoup aidé l'hôpital de Nipissing Ouest. Il manquera à bien des gens. »

« Il avait le cœur sur la main et croyait vraiment qu'il fallait faire quelque chose pour sa région et son pays », a expliqué le maire de North Bay, M. Al McDonald, qui a acheté ses premiers bâtons de golf à M. Mantha.



L'hon. Robert Coates.



L'hon. John Harvard.

« Il était aimé, respecté et admiré par tous ceux qu'il a rencontrés », a ajouté April, fille de M. Mantha.

M. Mantha laisse dans le deuil son épouse Kae et leurs enfants, Moe Jr., Bobby et April (leur fille Andrea étant décédée avant lui), ainsi que leurs petits-enfants, Ashley, Devin, Brody, Robert, Natalie, Ryan, Eric et Mathieu.

#### L'hon. Robert Coates

L'ex-député du Parti progressiste-conservateur de la Nouvelle Écosse, M. Robert Coates, est décédé le 12 janvier 2016, à Halifax, à l'âge de 87 ans, après une courte période de maladie.

M. Coates est né le 10 mars 1928, à Amherst, en Nouvelle Écosse. Avant de se lancer dans l'arène politique, il a été avocat et auteur. En 1977, il a présidé le Parti conservateur. Six ans plus tard, il s'est rallié à Brian Mulroney et a aidé le futur premier ministre lors de la course à la direction du parti.

M. Coates a d'abord été élu en 1957 dans la circonscription de Cumberland-Colchester. Il a siégé pendant 31 ans à la Chambre des communes, gagnant les 11 élections suivantes.

Au Parlement, M. Coates a été un simple député à l'époque de Diefenbaker et de Clark. Il était connu pour exprimer ses inquiétudes sur son propre parti.

M. Coates a participé à l'instauration de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, à la construction du pont de la Confédération entre l'Île du Prince Édouard et le Nouveau Brunswick et à la conclusion de l'accord sur les droits miniers en zone extracôtière de la Nouvelle Écosse.

En 1984, le premier ministre Brian Mulroney lui confie le portefeuille de la défense. Lorsqu'il a exercé cette fonction, M. Coates a ramené avec succès les uniformes distincts pour les forces terrestres,

navales et aériennes de l'armée canadienne. Il a aussi préconisé le rapprochement des relations militaires avec les États Unis et leur plan de défense antimissile, baptisé la guerre des étoiles.

M. Coates a quitté le Cabinet à l'approche des élections de 1988, après un incident en Allemagne de l'Ouest. Le député conservateur était néanmoins candidat aux élections, qui portaient sur le libre-échange; il a siégé à un petit comité chargé de conseiller le premier ministre en matière de stratégie politique.

Le premier ministre Mulroney l'a nommé peu après au tribunal fédéral du commerce, où il a travaillé pendant dix ans avant de partir à la retraite et s'établir à nouveau dans les Maritimes.

« Bob et moi sommes devenus des amis très proches au fil des ans, a raconté l'ancien premier ministre et député provincial de la circonscription de Cumberland East, M. Roger Bacon. Il était très dévoué envers les gens de sa circonscription. Il avait aussi une grande qualité : il vous représentait sans égard pour vos convictions politiques. Il était très aimé. »

M. Bacon a ajouté que M. Coates lui a montré qu'il faut toujours se soucier des électeurs. « L'une des plus importantes leçons qu'il m'a enseignées en politique a été de répondre aux lettres et de rappeler tout le monde le plus vite possible. »

« Peu lui arrivent à la cheville pour ce qui est du travail de politicien, se remémore M. Mulroney. Il avait un grand professionnalisme. »

#### L'hon. John Harvard

L'ancien lieutenant-gouverneur du Manitoba et député libéral, M. John Harvard nous a quittés le 9 janvier 2016, à l'âge de 77 ans.

Le père de M. Harvard a atteint les rives du Canada en 1903, après avoir quitté son Islande natale, tandis que sa mère, dont



M. Patrick Crofton.



M. Gérald Laniel.

la famille est également originaire de ce pays, est née au Canada. Celle-ci donne naissance à son fils John en 1939, le 11e de 14 enfants.

Avant de devenir parlementaire, M. Harvard a été présentateur aux stations radio CJOB et CBC.

D'abord élu en 1988, il a représenté la circonscription de Charleswood–St. James–Assiniboia, à Winnipeg, pendant 20 ans. Au Parlement, il a exercé les fonctions de secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international ainsi que celui du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Il a quitté la vie politique en 2004.

La même année, M. Harvard a reçu l'honneur d'être nommé le 23e lieutenant-gouverneur du Manitoba. Il est demeuré le représentant de la reine jusqu'en 2009.

« Le Manitoba a perdu un bon soldat, a déclaré la lieutenant-gouverneure actuelle, Mme Janice Filmon. Il a apporté le changement parce qu'il faisait partie des nôtres. »

« La première chose qui vient en tête à propos de M. Harvard était sa passion pour la justice sociale, sa passion pour les plus démunis du monde », a indiqué Mme Anita Neville, ancienne députée de Winnipeg Sud Centre.

Le premier ministre Trudeau a dit que M. Harvard « a servi les gens du Manitoba avec distinction ».

« Il vouait une véritable passion pour un Manitoba meilleur », a ajouté le premier ministre du Manitoba, M. Greg Selinger.

#### Patrick Crofton

L'ancien député du Parti progressiste-conservateur, M. Patrick Crofton, est décédé le 5 janvier 2016, à l'âge de 80 ans.

M. Patrick Crofton est né en mai 1935 sur la merveilleuse île Saltspring, en Colombie-Britannique. Sa famille de pionniers a possédé et exploité l'hôtel Harbour

de la région, de 1916 à 1964. Durant son enfance, ce fils aîné avait souvent un ballon de rugby ou une raquette de tennis à la main. Il a étudié à l'université et au collège militaire Royal Roads.

Il a choisi de poursuivre l'aventure militaire, effectuant son service sur une panoplie de navires canadiens en tant que lieutenant de navigation. Pendant une formation à Greenwich, en Angleterre, on l'a encouragé à rendre visite à Mlle Patricia Williams, la sœur du médecin de famille de Saltspring, qui habitait en Europe. Les deux « Pat » se sont mariés moins d'un mois plus tard et sont retournés au Canada peu après.

M. Crofton détenait le grade de capitaine de corvette et la Décoration des Forces canadiennes lorsqu'il a quitté l'armée après 18 ans de service pour exploiter la ferme familiale. Son entrée dans la vie publique s'est faite progressivement. Il a d'abord fait campagne pour des candidats dans tous les ordres de gouvernement dans les années 1970, puis il a été élu conseiller municipal de Saanich de 1980 à 1984. Point culminant de son ascension, il a par la suite été élu député de la circonscription d'Esquimalt–Saanich en 1984.

Au Parlement, M. Crofton a présidé le Comité permanent de la défense nationale, sans compter qu'il a siégé au Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada et au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Il était connu pour monopoliser le téléphone le soir, au grand déplaisir de ses filles, pour discuter avec les concitoyens de Saanich, qui lui exprimaient leurs préoccupations. Il a quitté la Chambre en 1988.

Après son départ de la vie politique, M. Crofton s'est mis à siéger à des conseils locaux de groupes, par exemple Oak Bay Lodge, le collège Camosun et la Société des Jeux du Commonwealth. Il était actif

au sein du club Rotary de Victoria Club et membre du club de golf de Victoria. Dans les dernières années, son amour des sports l'a amené à suivre très fidèlement la télédiffusion des Jeux olympiques, des séries éliminatoires de la Ligue nationale de hockey et du grand chelem au tennis. Ses filles conserveront des souvenirs de lui en train de scander des mots d'encouragement et d'écrire des notes sur les matchs dans les gradins lorsqu'elles jouent au hockey sur gazon.

M. Crofton laisse dans le deuil son épouse depuis 58 ans, Patricia, et ses filles, Marietta, Virginia, Susanna et Tessa ainsi que ses huit petits-enfants, Kel, Blake, Taylor, Mika, Hannah, Piers, Marissa et Marcus. Sa famille élargie se souviendra de lui comme d'une personne à l'écoute et d'un mentor.

#### Gérald Laniel

L'ex-député libéral, M. Gérald Laniel, est décédé le 2 février 2016, à l'âge de 91 ans.

M. Laniel est né le 8 août 1924 à Salaberry-de-Valleyfield, au Québec. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il a servi en tant que lieutenant d'aviation dans une patrouille côtière dans l'Aviation royale du Canada. Il a piloté des avions de 1942 à 1945, puis il est devenu capitaine réserviste dans le 61e Régiment d'artillerie antiaérienne de 1949 à 1958.

M. Laniel est par la suite entré dans le monde du courtage d'assurance. Il est également devenu un membre très actif dans son milieu, assumant des rôles importants à la Jeune chambre de commerce et autres associations locales.

En 1962, M. Laniel a fait son entrée dans la sphère politique en remportant le siège de Beauharnois–Salaberry, au Québec. Il a représenté cette circonscription pendant huit mandats consécutifs. Au Parlement, il a exercé les fonctions de secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que de vice-président et président des Comités pléniers de la Chambre des communes. Il a aussi présidé l'Association internationale des parlementaires de langue française. En 1984, il a quitté la Colline après avoir été parlementaire pendant 22 ans sous la gouverne de divers chefs libéraux.

À l'extérieur de la sphère politique, il est devenu le vice-président de l'Administration de la voie maritime du Saint Laurent. Il est parti à la retraite en 1993.

Gérald, époux de feu Janine Sauvé, laisse dans le deuil leurs enfants Normand, Marie-Andrée, Michel, Jean François et Christian, ainsi que 14 petits-enfants.

# Mettre fin aux atrocités en Chine

## Pillage des organes sur les disciples du Falun Gong

L'hon. David Kilgour



*De g. à d. : M. David Kilgour en compagnie de M. David Matas et de M. Ethan Gutmann, auteur de *The Slaughter: Mass Killings, Organ Harvesting, and China's Secret Solution to Its Dissident Problem*. Source : Simon Gross/Epoch Times.*

En 2006, l'organisation internationale Coalition to Investigate the Persecution of Falun Gong in China a demandé à l'avocat David Matas, de Winnipeg, et à moi d'enquêter sur d'étranges allégations de pillage et de trafic d'organes des disciples du Falun Gong, mouvement spirituel moderne prônant l'exercice, en Chine. Le groupe s'inspire d'anciennes traditions chinoises, qu'il combine avec de nouvelles pratiques. D'après les chiffres avancés par l'État à parti unique, il a attiré

entre 70 et 100 millions de disciples dans ce pays à la fin des années 1990, avant de devenir public en 1992. Par crainte de menace à leur suprématie idéologique, le gouvernement chinois a interdit le mouvement en 1999 et le considère comme une secte. Il continue à diaboliser le Falun Gong grâce aux médias d'État.

Travaillant bénévolement, Me Matas et moi avons rédigé deux rapports et un livre intitulé *Prélèvements meurtriers*. À notre désarroi, nous sommes parvenus à la con-

clusion que 41 500 transplantations ont été effectuées en Chine entre 2001 et 2006 et que la seule source d'organes plausible serait le prélèvement sur les disciples du Falun Gong. Nous sommes convaincus que la Chine, ce pays à parti unique, assassine systématiquement des membres de ce groupe depuis près de 15 ans. Nous appelons cette pratique « une forme de perversité qui est quelque chose de nouveau sur cette planète » et poursuivons notre enquête.

L'une des 33 méthodes pour accumuler

« Nous sommes convaincus que la Chine, ce pays à parti unique, assassine systématiquement des membres de ce groupe depuis près de 15 ans. »

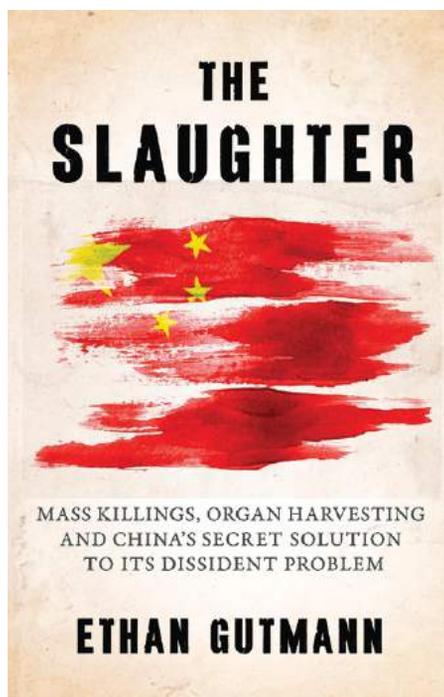
des preuves consistait à charger des enquêteurs d'appeler les hôpitaux, des centres de détention et d'autres établissements en Chine en se faisant passer pour des proches de patients nécessitant une transplantation. Les enquêteurs demandaient s'ils avaient des organes de disciples du Falun Gong à vendre. Nous avons ainsi enregistré des aveux : des individus dans certains établissements en ont admis la disponibilité. Par ailleurs, ces enregistrements d'aveux ont été retranscrits et traduits.

Notre principale conclusion tient à ce qu'il « continue d'y avoir aujourd'hui des prélèvements d'organes à grande échelle sur des pratiquants du Falun Gong non consentants ». Plus particulièrement, « [I]eurs organes vitaux, notamment le cœur, les reins, le foie et les cornées ont été prélevés [en même temps sans leur consentement] et vendus à prix très élevés ». On les garde séparés des autres prélevés sur des condamnés à mort.

Dans son livre *The Slaughter: Mass Killings, Organ Harvesting, and China's Secret Solution to Its Dissident Problem*, publié en 2014, M. Ethan Gutmann met en contexte la persécution dont sont victimes les pratiquants du Falun Gong, les Tibétains, les Ouïgours et les chrétiens « de maison ». Il explique sa démarche pour établir son « estimation la plus exacte » : on a « prélevé » des organes sur 65 000 disciples du Falun Gong ainsi que sur un nombre oscillant entre 2 000 et 4 000 de Tibétains, d'Ouïgours et de chrétiens « de maison » entre 2000 et 2008. Ce sont de riches Chinois ou des « touristes étrangers à la recherche d'organes » qui les obtiennent. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, les « donneurs » chinois ne survivent pas à l'intervention, car tous les organes vitaux sont retirés de leur corps.

#### Condamnation par le Canada

Le Parlement est maintenant appelé à reconnaître ces atrocités. En février 2015, le Sous-comité multipartite des droits internationaux de la personne de la Chambre des communes du Canada a diffusé une déclaration où il condamne le pillage d'organes. Il exprime « ses profondes préoccupations relativement aux allégations crédibles voulant que des prisonniers d'opinion et des membres de groupes religieux et ethniques minoritaires, notamment des disciples du Falun Dafa et des Ouïgours, de la République populaire de Chine soient exécutés dans le but de prélever et de transplanter leurs organes ».



Le Sous-comité a affirmé par ailleurs qu'« il demande au gouvernement du Canada de trouver des moyens de décourager et d'empêcher les Canadiens de prendre part au tourisme de transplantation, où les organes ne sont pas obtenus de façon éthique, sûre et transparente ».

Bon nombre de prisonniers d'opinion disciples du Falun Gong (persécutés à cause de leurs croyances) survivent dans approximativement 350 camps de travaux forcés en Chine, jusqu'à ce qu'ils soient choisis, à l'aide de banques de données, pour servir de « donneurs d'organes » à des receveurs en attente dans un hôpital d'une ville comme Shanghai.

Me Matas et moi avons visité une douzaine de pays pour interviewer des disciples du Falun Gong qui ont réussi à sortir de camps et de Chine. Ils ont indiqué que leurs co-disciples sont les seuls détenus du camp à subir un examen médical fréquent et rigoureux. Ces derniers travaillent pourtant dans des conditions inhumaines jusqu'à 16 heures par jour sans rémunération, avec peu de nourriture et sont souvent victimes de torture. Les détenus fabriquent une panoplie de produits d'exportations fréquemment destinés à des multinationales.

Il s'agit là d'une irresponsabilité flagrante de ces entreprises ainsi qu'une violation des ententes de l'Organisation

mondiale du commerce. Tous les gouvernements devraient forcer leurs entreprises d'importations à prouver que leurs produits ne sont pas fabriqués par des esclaves.

#### Instaurer le changement

Les professeurs de la Californie Peter Navarro et Greg Autry soulignent dans leur ouvrage *Death by China: Confronting the Dragon - A Global Call to Action* que plus de 50 000 usines de fabrication et 20 millions d'emplois aux États Unis ont été transférés depuis plusieurs dizaines d'années, surtout en Chine. Combien d'emplois dans le secteur manufacturier le Canada et d'autres pays ont-ils perdus pour le même motif?

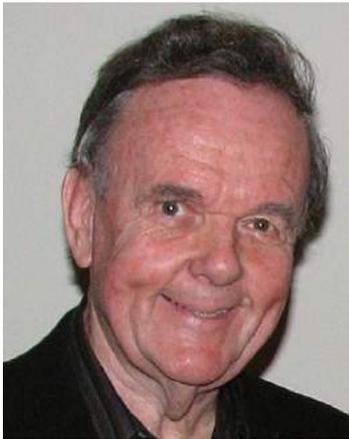
Les gouvernements, les investisseurs et les entreprises du Canada doivent examiner les raisons pour lesquelles ils soutiennent la violation d'autant de droits de la personne fondamentaux, si ce n'est pour augmenter le commerce et l'investissement avec la Chine. Depuis des années, on constate que les emplois sont transférés en Chine et que le Canada accuse des déficits persistants en matière de commerce et d'investissements. Sommes nous des consommateurs si obnubilés par l'accès à des articles bon marché que nous faisons fi des coûts humains, sociaux et environnementaux payés par des Chinois pour leur production?

Les tenants de la démocratie dans le monde, dont le gouvernement fédéral et les institutions de la société civile du Canada, devraient néanmoins continuer à interpeller Pékin et le plus grand nombre possible de ses citoyens. Aucun d'entre nous ne devrait oublier ceci : les valeurs que nous représentons comprennent la dignité pour tous, la règle de droit et l'indépendance de la magistrature, la démocratie multipartite, la responsabilité sociale des entreprises, la transparence, la reddition de comptes, un environnement sain et aucun trafic ni pillage d'organes humains.

Comme nous, la vaste majorité des Chinois souhaitent voir ces valeurs représentées par leur propre gouvernement. Ils se doivent de prêter leur concours, avec le reste du monde, pour mettre fin au pillage d'organes dès maintenant.

L'hon. David Kilgour a siégé au Parlement pendant 27 ans, de 1979 à 2006. D'abord membre du Parti progressiste-conservateur, il est par la suite devenu membre du Parti libéral, puis a siégé comme indépendant.

*Les opinions exprimées dans cette chronique sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celle de Suite à la Colline.*



Geoff Scott.

# La tour infernale de Trump

Geoff Scott

Donald Trump s'est emparé de la colère du pays et du cynisme que les gens éprouvent envers la politique en général.

**V**ous ne l'aimez peut-être pas. Vous ne l'acceptez peut-être pas. Mais vous ne pouvez absolument pas l'ignorer. J'ai un aveu à vous faire : depuis les six derniers mois, je suis aussi fasciné qu'effrayé par le spectacle que donne Donald Trump. Le « délinquant en chef » a changé le discours politique aux États Unis. Soit que sa candidature à l'investiture du Parti républicain constitue l'expérience politique la plus exceptionnelle et rafraîchissante des années à venir, soit que nous assistions à une dégringolade vertigineuse vers la démagogie dans la plus grande démocratie au monde. Donald Trump rejoint beaucoup de monde, mais il en épouvante un grand nombre aussi!

Au moment où j'écris ces lignes, la course à l'investiture peut s'intensifier d'une façon bien différente. Toutefois, à moins de circonstances totalement imprévues, Donald J. Trump est presque assuré d'être le candidat du Parti républicain et de s'opposer, fort probablement, à la démocrate Hillary Clinton, en novembre prochain.

Depuis 2007, Barack Obama a été l'image du changement aux États Unis, pas seulement par ses actions, mais par sa personnalité. La soif de changement est aussi forte maintenant qu'aux élections de 2008. Sous bien des aspects, Trump représente le nouvel Obama. D'un côté, le président actuel est discipliné, réfléchi et professoral et de l'autre, Donald Trump se vante d'être l'éléphant qui va briser toutes les porcelaines de Washington. Les républicains mécontents et amers réagissent à ça. Alors qu'il nous coupe le souffle presque à chaque déclaration, les médias, et même les classiques du monde républicain réticent, en sont venus à accepter que Donald Trump soit le moins conventionnel des politiciens de notre époque. Presque tout le monde se trouve déconcerté à la simple réalisation qu'il a de réelles chances de se retrouver à la Maison-Blanche.

## La tirade de Trump sur Twitter

Donald Trump a autant besoin de l'attention des médias que nous, d'air et d'eau. Après des décennies d'exposition dans les tabloïdes new yorkais et autres médias, la télévision, et particulièrement les chaînes d'information par câble, ont alimenté la campagne de Trump en lui accordant une couverture mur à mur de ses rassemblements et de ses dérapages verbaux vicieux et haineux sur Twitter; cela a toute la succulence d'une télé-réalité. On trouve même un élément des Survivants : qui est le prochain à être éliminé et qui va rester jusqu'à la fin? Donald Trump s'est emparé de la colère du pays et du cynisme que les gens éprouvent envers la politique en général. Les animateurs de tribunes radiophoniques conservatrices affirment que leurs auditeurs en ont assez du système. Ils prétendent que les tribunes permettent aux auditeurs de se faire entendre : une armée de plus en plus grande de partisans de Trump qui ont l'impression qu'il parle en leur nom. Et les autres candidats qui se présentent contre lui? Ils ne font que lancer des cailloux sur un porte-avions.

Donald Trump a le don d'établir le programme de discussion de la semaine. Il place sa victime sur la défensive en lançant plein de balles au mur, en les accompagnant d'insultes personnelles contre ses rivaux dans de longs discours. Après, il n'a qu'à attendre que quelqu'un en ramasse une. Et alors, il frappe sur le clou encore et encore, pour être sûr de désorienter son opposant. Il comprend parfaitement ce dont la télé a besoin. De toute évidence, il a fait sauter le plafond des cotes d'écoute et du trafic Web. Ses présences aux rassemblements et à des entrevues télé en direct sont souvent répugnantes, mais toujours fascinantes. C'est devenu impossible de ne pas regarder Trump lancer ses invectives et de ne pas entendre

« Mais voyons, il ne vient pas de dire ÇA? » en écho partout au pays. C'est comme essayer de ne pas guigner l'accident qui s'est produit dans la voie opposée. Et c'est exactement ça qui attire les électeurs républicains vers le milliardaire grotesque. Il a beau être, et sans aucun remords, un raciste coléreux et pyromane religieux, et avoir démonisé à peu près tous les groupes d'Américains, ses partisans ne tolèrent aucune remarque désobligeante sur leur héros. Sans parler du fait qu'ils se font de plus en plus violents lors des rassemblements.

Voici seulement quelques citations textuelles des partisans et observateurs de Trump. Tout est authentique : ça ne s'invente pas!

- « Qui décapite le monde? Qui lance des bombes sur les édifices? Qui attaque les avions? C'est pas les chrétiens ni les juifs et pas les bouddhistes non plus. C'est les musulmans! »

- « [Il] n'est pas le politicien type qui s'en tient au discours politiquement correct. Je veux quelqu'un qui soit capable de se tenir debout et de dire que le pays a de gros problèmes et qu'il faut les régler. On donne des milliards de dollars à l'Iran et nos ponts s'écroulent. Sans blague? Je préfère quelqu'un qui a de l'expérience en leadership plutôt qu'en politique. »

- À un rassemblement en Ohio, une jeune du secondaire s'est tournée vers ses amis et leur a dit, en parlant de M. Trump : « Je ne pensais pas qu'il existait pour vrai; je pensais qu'il était un hologramme. »

- Écrit par un chroniqueur dans le New York Daily News : « Donald Trump est comme un fil classé B des années 50. Il a avalé du plutonium et s'est transformé en super-héros atomique de l'époque. Il est juste plus gros; tout ce qu'il fait est plus gros. "Je suis plus gros, je suis meilleur, je suis plus extraordinaire". »



Le candidat à la présidence Donald Trump s'adresse à une foule enthousiaste à Des Moines, en Iowa. Photo : Max Goldberg.

### Notre ami voyou du bar voisin

Donald Trump, c'est notre ami voyou. Il est notre ami de vélo qui nous maltraite, mais avec qui on se tient parce qu'il y en a des pires plus loin et qu'on a besoin de quelqu'un comme lui pour nous protéger... et il n'y a personne d'aussi fort que lui. C'est l'ami voyou qu'on n'a pas envie de ramener à la maison et de présenter à nos parents. Le Parti républicain non plus ne sait pas quoi faire avec lui. Trump incarne son rôle parfaitement et c'est ce qui horrifie ouvertement le Parti. L'establishment souffre de paralysie : ils ne veulent pas que Trump gagne l'investiture. Ils craignent une querelle publique avec la figure médiatique qui vomit des insultes. Certes, presque tout le monde aux échelons supérieurs du Parti convient qu'il faut faire quelque chose pour le rétrograder, mais à peu près personne ne veut le faire. Cela rend le Parti furieux, car il n'a aucune idée du prochain coup de Donald Trump. Un éminent stratège républicain a même qualifié son parti de "désastre total". D'autres inconditionnels affirment que le parti est tellement divisé devant le mastodonte de Trump qu'"on est même plus capable de s'entendre sur la couleur d'une orange".

Chaque fois que Donald Trump se lance dans ses déclarations belliqueuses ou dans sa croisade anti-musulmans, il y a toujours plus de froncements de sourcils et pas seulement au sein du Parti, mais aussi dans les

grands médias d'information.

Il y a un côté superficiel dans ses affirmations que les États Unis devraient laisser la Chine s'occuper de la Corée du Nord ou l'Allemagne discuter avec Poutine en Europe, ou que si c'était de lui, il bombarderait l'ÉI à ras. Mais la simplicité est indissociable de Donald Trump. Il a une excellente oreille et son instinct est parfaitement en phase avec l'attrait populiste. Ce qui sort de la bouche de Trump, c'est ce que le monde meurt d'envie d'entendre.

Quiconque ne comprend pas Donald Trump devrait boire davantage. Parce que tous les bars du pays, vers 23 h 30, comptent au moins trois ou quatre Donald Trump. Exactement comme le vrai Donald, il est impossible de leur demander des comptes le lendemain.

Ce type parle une forme très intéressante d'anglais américain courant. Cette forme est vulgaire, obscène et brutale. Souvent, elle est tout simplement du racisme cru, non verni et fanatique. Mais les gens éprouvent parfois un grand soulagement à entendre des mots qui vont droit au but, au lieu du discours compliqué "à la Washington". Les autres candidats traditionnels sonnent comme s'ils avaient été bien breffés et instruits de ce qu'il faut dire, mais Trump, lui, dit ce qui lui passe par la tête. Et les gens se disent que ça sonne un peu comme ce qu'ils entendent au bar. C'est la bonne vieille question : "Avec qui préféreriez-vous prendre une bière?"

### La belle et la bête?

Sommes-nous en train d'assister à une télé-réalité longue comme un marathon? À bien y penser, une bonne partie de cette campagne est une nouvelle sorte de télé-réalité. Hillary Clinton compte parmi les grandes célébrités mondiales... et Donald Trump aussi. Nous les jugeons non comme des candidats politiques ordinaires, mais comme des célébrités. C'est maintenant un démagogue et un néo-fasciste qui oriente le programme du parti républicain. Trump a axé toute sa campagne sur la rhétorique de la force et de la peur.

Comme l'a dit en mots succincts Marsha Lederman, journaliste au Globe and Mail, "M. Trump parle de redonner sa grandeur aux États Unis, mais il n'a aucune idée d'où ils ont tiré leur grandeur en premier lieu. Il ne comprend pas comment un pays se bâtit : c'est par sa population, tant de souche qu'immigrants." [TRADUCTION] Mme Lederman souligne à juste titre ce concept que nous célébrons tous : les États Unis, tout comme le Canada, tire sa grandeur des personnes qui l'habitaient, d'abord, et, ensuite, des personnes qui sont venues y habiter, et qui continuent à y venir.

Qu'on l'aime ou qu'on le déteste, Donald J. Trump va occuper une place prépondérante dans la course de 2016 vers la Maison-Blanche.

Geoff Scott a été député progressiste conservateur de la circonscription de Hamilton-Wentworth de 1978 à 1993.

# FAITES UN CHOIX SENSÉ POUR LE CANADA

Voyager avec VIA Rail, c'est être partant pour:

✓ réduire notre empreinte écologique collective

✓ permettre aux contribuables d'économiser en réduisant les dépenses du gouvernement

✓ rester branché et productif pendant le trajet

Liaison	Nombre de départs par jour	Distance	Temps productif en train	Temps non productif en voiture*	Coût du voyage en voiture**	Coût du voyage en train (à partir de seulement)	Économies pour le contribuable (voyage en train)***
Ottawa → Toronto	Jusqu'à 16	450 km	4 h 01 min	4 h 34 min	467 \$	44 \$ <sup>1</sup>	423 \$
Ottawa → Montréal	Jusqu'à 12	198 km	1 h 47 min	2 h 27 min	227 \$	33 \$ <sup>1</sup>	194 \$
Ottawa → Québec	2	482 km	5 h 23 min	4 h 39 min	488 \$	44 \$ <sup>1</sup>	444 \$
Toronto → Montréal	Jusqu'à 17	541 km	4 h 34 min	5 h 30 min	562 \$	44 \$ <sup>1</sup>	518 \$

**1 Les employés du gouvernement du Canada peuvent profiter de tarifs spéciaux pour leurs voyages d'affaires réservés par l'entremise des Services de voyage partagés. Les employés du gouvernement du Canada sont aussi admissibles à un rabais de 10% sur leurs voyages personnels réservés auprès de VIA Rail.**

\* 30 minutes ont été ajoutées à la durée totale du voyage en voiture afin d'inclure les retards dus au trafic et au mauvais temps.

\*\* Le coût du voyage en voiture est calculé selon la formule suivante : coût en \$ du voyage en voiture (taux de 0,55 \$/km établi par le Conseil du trésor pour l'Ontario pour une voiture conduite par un employé du gouvernement X distance parcourue) + frais en \$ d'employé gouvernemental (taux horaire moyen d'un employé gouvernemental de 48 \$/h selon un salaire de 100 000 \$ par année, y compris les avantages sociaux X durée du voyage) = coût total en \$ pour le contribuable.

\*\*\* L'économie pour le contribuable associée aux voyages en train est calculée selon la formule suivante : coût en \$ du voyage en voiture – coût en \$ du voyage en train = économies en \$ pour le contribuable.  
Les tarifs peuvent changer sans préavis.

QUI EST

# PARTANT